UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Les conditions Socio-Economiqués dans les camps de déplaces de la commune Kibago (1997-2005)

Nizigiyimana, Félix; Sous la direction de : Pro Nicodème Bugwabari

2014
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1596

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

LES CONDITIONS SOCIO-ECONOMIQUES DANS LES CAMPS DE DEPLACES DE LA COMMUNE KIBAGO (1997-2005)

Par

Félix NIZIGIYIMANA

Sous la direction de :
Pr. Nicodème BUGWABARI

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de **licence en Histoire**

Option : Enseignement et Recherche

Bujumbura, Août 2014

DEDICACE

A mes regrettés parents;

A mes frères et sœurs ;

A toutes mes connaissances

REMERCIEMENTS

Un travail scientifique n'est jamais l'œuvre d'une seule personne. C'est grâce au soutien tant moral que matériel de plusieurs personnes que le nôtre a pu être élaboré. Nous saisissons donc l'opportunité d'exprimer nos profonds sentiments de reconnaissance à toutes les personnes qui ont contribué à son élaboration.

Nous pensons particulièrement au professeur Nicodème BUGWABARI, directeur de ce mémoire, qui nous a fort orienté dans nos recherches. Ses sages réflexions et ses précieux conseils nous ont été très bénéfiques dans l'accomplissement de ce travail. Qu'il trouve ici l'expression de notre profonde gratitude.

Nous adressons également nos sincères remerciements à tous les professeurs de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, avec une mention spéciale à ceux du département d'Histoire.

Enfin, à toute personne qui, de près ou de loin, a contribué à la réalisation de ce travail, nous disons merci.

NIZIGIYIMANA Félix

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ADRA	: Adventist Developpement Relief Agency
An	: Anonyme
ASBL	: Association Sans But Lucratif
B.B.C	: British Broardcoast Corporation
CDF	: Centre de Développement Familial
CDP	: Centre de Développement Provincial
CEPEBU	: Communauté des Eglises pentecôtistes du Burundi
CNDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie
CNDD-FDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie- Forces de Défense Démocratique
CNR	: Conseil Norvégien pour les Réfugiés
CNRS	: Commission Nationale de la Réhabilitation des Sinistrés
COPED	: Conseil Pour l'Education et le Développement
CPLS	: Comité Provincial de Lutte Contre le SIDA
EUSEBU	: Eglise de l'Union du Saint Esprit du Burundi
FAB	: Forces Armées du Burundi
FAO	: Food And Agriculture Organisation
FRODEBU	: Front pour la Démocratie du Burundi
FROLINA	: Front de la Libération Nationale
GTZ	: Gesellschaft finTechnische Zùsammenarbeit
HCR	: Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (High Commissionaly for Refugees)
HRW	: Human Right Watch
Ibidem	: Même auteur, même ouvrage, même endroit
Idem	: Même auteur, même ouvrage
IRC	: International Rescue Committy
MRRDR	: Ministère de la Réinsertion, Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
MSF	: Médecins Sans Frontières
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ONG	: Organisation non Gouvernementale
OP.CIT	: Opere Citato (ouvrage déjà cité)

PAM	: Programme Mondial Alimentaire
PDC	: Programme du Développement Communal
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PRASAB	: Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion durable des terres
PREBU	: Programme de Réhabilitation au Burundi
PUF	: Presses Universitaires de France
SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficience Acquise
SOSUMO	: Société Sucrière de Moso
UB	: Université du Burundi
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UPRONA	: Union Pour le Progrès National

RESUME

Notre travail est centré sur « **les conditions socio-économiques dans les camps de déplacés de la commune Kibago (1997-2005)** ».

Nous avons montré la situation de la commune Kibago face aux crises de 1993 et de 1997, leurs conséquences sur la vie politique, économique et sociale de la commune ; l'évolution des camps de déplacés dans cette commune et les conditions de vie dans ces derniers.

En effet, la crise d'octobre 1993 n'a pas exercé un impact remarquable sur la vie socio-économique de la commune. Ses effets n'ont été ressentis qu'à partir de 1996 à la suite de l'embargo imposé par les pays voisins contre le Burundi et surtout avec la crise de 1997 et le climat d'insécurité qui s'en suivit.

Dès lors la population de ladite commune s'installa dans les camps de déplacés répartis sur le territoire communal. L'évolution historique des camps de déplacés s'explique par le nombre croissant de déplacés locataires de ces camps et les conséquences provoquées par l'emplacement de ces derniers sur l'environnement, l'économie et la vie sociale.

L'analyse des conditions de vie dans les camps de déplacés montre qu'un site de déplacés est un milieu où s'observent des phénomènes inhabituels. Les conditions de vie dans les camps de déplacés étaient très dures et sans confort.
Devant l'ampleur de la situation, certaines organisations internationales se sont investies pour secourir la population en détresse. Les locataires des camps dépendaient de l'aide humanitaire même si elle n'a pas répondu d façon satisfaisante à leurs besoins.

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS iii
RESUME v
TABLE DES MATIERES vi
INTRODUCTION GENERALE 1
1. Choix et intérêt du sujet 2
2. Problématique 2
3. Hypothèses de recherche 3
4. Délimitation temporelle et spatiale 4
5. Méthodologie de travail 4
6. Articulation du sujet 4
CHAPITRE I : KIBAGO FACE AUX CRISES DE 1993 ET 1997 6
I.1. Kibago face à la crise de 1993 7
I.1.1. Espace et environnement 7
I.1.2. Carte administrative de la commune Kibago 8
I.1.3. Population et densité 8
I.1.4. La densité 9
I.2. Bref aperçu sur les élections de 1993 10
I.3. L'accueil de la mort du Président Ndadaye et ses collaborateurs 11
I.4. Kibago face à l'embargo (juillet 1996-janvier 1999) 16
I.5. Kibago face à la crise de 1997 18
I.6. Les causes du déplacement 20
I.7. Impact de la crise de 1997 sur la vie socio-économique 21
I.8. Les conséquences socio-culturelles 22
I.8.1. Enfants en difficultés et orphelins 23
I.8.1.1. Les enfants soldats 23
I.8.2. Veuves et mères célibataires 25

I.8.3. Les infrastructures socio-économiques....25
I.8.3.1. L'agriculture....26
I.8.3.2. L'élevage....28
I.8.3.3. Le commerce....31
I.8.4. Les effets de la crise sur l'enseignement....33
I.8.4.1. La situation scolaire au cours de l'année 1997....33
I.8.4.2. Statistiques des écoliers inscrits aux écoles primaires 1997-1998....35
I.8.4.3. Statistiques des élèves et étudiants inscrits aux écoles secondaires et universités....35
I.8.5. Les effets de la crise sur le plan sanitaire....36
CHAPITRE II : EVOLUTION HISTORIQUE DES CAMPS DE DEPLACES EN COMMUNE KIBAGO....38
II.1. Répartition géographique des sites des déplacés en commune de Kibago..38
II.1.1. Le site de Bukeye....40
II.1.2. Les sites de Nyakazi I et II....41
II.1.3. Les sites de Kivoga, Jimbi, Mbizi et Muhagaze....42
II.1.3.1. Le site de Kivoga....42
II.1.3.2. Les sites de Jimbi....43
II.1.3.3. Les sites de Mbizi et Muhagaze....44
II.1.4. Le site de Kiyange....45
II.2. La croissance de nouveaux sites....46
II.3. Conséquences de l'emplacement des sites....49
II.3.1. Sur l'environnement....49
II.3.2. La régression du couvert végétal....50
II.3.3. Sur l'économie....51
II.3.4. Sur la vie sociale....52
CHAPITRE III : CONDITIONS DE VIE DANS LES CAMPS DE DEPLACES....55
III.1. Les conditions sociales....55
III.1.1. La vie du couple dans les camps de déplacés....56
III.2. Conditions de salubrité et d'hygiène....58

III.3. Exactions et travaux forcés 60
III.3.1. Exactions commises par les belligérants 60
III.3.1.1. Les travaux forcés 62
III.4. Protection des déplacés 63
III.5. Les conditions économiques 65
III.6. Assistance extérieure 67
III.6.1. Assistance humanitaire 67
III.6.2. Assistance en vivres 69
III.6.3. Assistance en soins de santé 73
III.6.4. Assistance aux élèves indigents 73
III.7. Autres formes d'assistance 75
CONCLUSION 76
BIBLIOGRAPHIE 79
ANNEXES 86

INTRODUCTION GENERALE

Le Burundi avait connu depuis octobre 1993, une crise sociopolitique qui a généré des problèmes sociaux tout à fait nouveaux : les problèmes des personnes déplacées. Beaucoup de Burundais victimes de la crise ont quitté leurs propriétés pour fuir les violences qui ont embrasé tout le territoire national. Ces populations étaient hébergées soit dans les camps de déplacés intérieurs soit dans les camps de réfugiés pour ceux qui avaient franchi les frontières nationales. Expropriés de leurs propriétés d'exploitation et de leurs biens, sans travail rémunéré ou autre activité, les hommes et les femmes ont connu toutes sortes de difficultés.

Le phénomène des déplacés correspond aux temps de guerres et risque de perdurer car les conflits sont liés à la vie sociale d'après Sigmund Freud *:* « *les guerres ne pourront pas cesser, tant que les peuples vivront dans des conditions d'existence aussi différentes, tant que différeront aussi radicalement leurs critères d'appréciation des valeurs en rapport avec la vie individuelle, et tant que les haines qui les séparent seront alimentées par des forces physiques aussi profondes et intenses* »[1].

Cette crise sociopolitique qu'a connu notre pays s'est traduite par une série de perturbations tant socio-économiques que démographiques, accompagnée par des pertes de vies humaines, d'une destruction des ménages. Tous ces malheurs nous poussent à étudier les conditions socio-économiques dans les camps de déplacés.

Notre étude s'intéresse davantage aux conditions socio-économiques des personnes qui ont vécu dans des camps de déplacés. La commune de Kibago n'a pas été épargnée de ce courant surtout à partir de 1997 suite aux attaques incessantes des groupes rebelles du CNDD/FDD dans ladite commune. Tout le pays avait été entraîné dans les violences de toute sorte. A partir de ce moment, l'on a assisté à des perturbations des activités politiques, économiques et agricoles ; les maisons d'habitation étaient saccagées.

---

[1] FREUD, S., Essai de psychanalyse, *au- delà du principe du plaisir psychologique. Collectif et analyse du Moi. Le moi et le ça : considération sur la guerre et la mort,* Paris, Payot, 1980, p. 236.

En conséquence, les secteurs de production ont été affectés, ce qui a ralenti la production communale.

1. Choix et intérêt du sujet

La commune de Kibago avait connu de très nombreuses tensions et des conflits violents. Ces conflits avaient entraîné des déplacements forcés de la population à l'intérieur comme à l'extérieur des limites frontalières. Les violences exercées par les groupes armés, le non- respect des droits de l'homme ont produit, depuis 1997, un grand nombre de migrants qui, pour la plupart, se sont cantonnés dans les régions ou pays voisins. En mars 2003, près de 404.495 personnes étaient identifiées comme victimes et étaient installées sur des sites dits d'installation définitive ou provisoire[2] dans lesquels les conditions de vie étaient précaires.

Comment alors le déplacé a-t-il supporté ses problèmes, ses inquiétudes, ses aspirations, ses frustrations ? Certaines conditions de vie dans les camps de déplacés ont particulièrement motivé le choix de ce sujet.

Notamment le vécu des déplacés, les conflits internes, les enfants soldats, de petits commerces de certains produits à l'intérieur des sites, etc., ceci nous permettra de bien cerner et de mettre en évidence le vécu et le quotidien des conditions socio-économiques des personnes qui avaient vécu dans les camps de déplacés tel qu'il était vécu quotidiennement par les gens. Le choix de cette commune est motivé par notre capacité de fréquenter le milieu, notre familiarité avec le milieu et les gens qui avaient vécu dans les différents sites qui constituaient la commune.

2. Problématique

Dans notre travail, nous nous proposons de faire une étude sur les conditions socio-économiques dans les camps de déplacés de la commune Kibago. Pour mieux l'aborder nous dégageons la problématique suivante : comment des populations essentiellement agricoles chassées de leurs propriétés foncières peuvent survivre après la perturbation de leurs activités traditionnelles

[2] HATUNGIMANA, A. et NDAYISHIMIYE, J. *Analyse sur la politique de rapatriement, de réinsertion et de réhabilitation des sinistrés ainsi que la problématique de gestion des terres au Burundi, Rapport définitif,* Bujumbura, mars 2003, p. 5.

notamment l'agriculture, leur principale activité? L'aide humanitaire consacrée aux déplacés suffisait-elle ? Même si les organisations humanitaires interviennent pour soulager les peines, il s'agit d'un petit geste de peu d'importance comparativement à la vie d'antan. La vie que les gens ex-déplacés mènent actuellement sur leurs collines d'origine les stimule-t-elle, ont-ils la volonté de vivre encore les camps de déplacés ? Etant donné qu'ils comparent la vie des camps de déplacés à celle d'une prison telle que présentée par Erving Goffman, *« les faits déshonorants, habituellement tenus secrets viennent à la connaissance d'un nouveau public (...). Les conditions de promiscuité, l'absence de portes aux toilettes favorisent de semblables indiscrétions »*[3]. Dans notre travail intitulé **conditions socio-économiques dans les camps de déplacés de la commune Kibago (1997-2005)**, nous allons essayer de répondre à ces interrogations.

3. Hypothèses de recherche

Cette problématique nous conduit à émettre des hypothèses qui soutendent le nœud de notre travail.

La crise qu'a connue la commune Kibago avait produit beaucoup de problèmes socio-économiques dans ladite commune.

Les conditions de vie dans les camps de déplacés de Kibago étaient très précaires et dures.

Ce sont ces hypothèses qui nous conduiront à bien nous plonger dans une étude approfondie de notre travail de recherche. A montrer comment la période de crise qu'a traversée cette commune a fait objet de dénigrements à l'égard de la population de la commune, mais aussi qu'à travers cette crise, il y a eu des retombées socio-économiques non négligeables.

---

[3] GOFFMAN, E., *Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus,* Paris, Ed. De Minuit, 1969, p. 67.

4. Délimitation temporelle et spatiale

Comme le titre l'indique, le champ d'investigation de notre recherche est la commune de Kibago. Quant à la délimitation temporaire, ce sujet comporte deux bornes inférieure et supérieure car le problème de déplacés souvent causé par des crises sociopolitiques est dynamique dans le temps et dans l'espace. Notre sujet va donc s'étendre sur la période de 1997-2005.

La borne inférieure marque le début de la crise et la naissance des sites de déplacés en commune Kibago. Quant à la borne supérieure, elle correspond à la fermeture de ces derniers grâce à un cesser- le -feu entre les belligérants, résultat de l'Accord d'Arusha.

5. Méthodologie de travail

Aucune recherche spéciale sur les victimes de la crise de 1993 n'a été jusqu'ici entreprise en commune Kibago. Rares sont également les recherches qui s'étaient déjà intéressées à l'histoire générale de cette commune, d'où l'insuffisance des documents écrits en rapport avec les sinistrés intérieurs.

Selon Dunais, *« décider de recourir à l'entretien, c'est primordialement choisir d'entrer en contact direct et personnel avec des sujets pour obtenir des données de recherche. C'est considérer qu'il est plus pertinent d'interpeller les individus eux-mêmes que d'observer leur conduite »*[4]. Ainsi, nous allons nous servir des sources orales fondées sur l'entretien et complétées par l'observation pour surmonter cette difficulté.

6. Articulation du sujet

Ce travail s'intitule : **Conditions socio-économiques dans les camps de déplacés de la commune Kibago (1997-2005).** Il se subdivise en trois chapitres :

---

[4] DUNAIS, cité par MAYER, R. et QUELLET, T., *Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux,* Québec, MORIN, Gaëtan, 1971, p. 306.

Le premier chapitre traitera de la situation de la commune face aux crises de 1993- 2005 ; sa situation géographique, sa démographie et son impact politique, social et économique.

Le second chapitre se proposera de montrer l'évolution historique des camps de « déplacés » en commune Kibago. Le même chapitre présentera la répartition géographique des sites des déplacés dans cette commune et leurs conséquences sur la vie socio-économique et environnementale.

Enfin, face aux multiples difficultés rencontrées par les déplacés dans leurs sites, le troisième chapitre analysera les conditions de vie dans les camps de déplacés en commune de Kibago. Ce chapitre montrera aussi les différents acteurs qui sont venus à leur secour durant cette période très difficile pour les sinistrés de cette commune. Il reviendra également sur la nature des actions menées par différents acteurs en vue de permettre à la population de se réinsérer dans ces nouvelles conditions de vie.

CHAPITRE I : KIBAGO FACE AUX CRISES DE 1993 ET 1997

Introduction

Après l'assassinat du président Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993, une situation normale s'est observée en province de Makamba et en particulier en commune de Kibago. Contrairement à d'autres provinces du nord surtout où après avoir appris la mort de Ndadaye des Hutu se sont mis à tuer les Tutsi et les Hutu de l'opposition afin de « venger leur président ». Comme le précise Jean-Pierre Chretien, les dégâts ont été très énormes : « ... *des familles entières sont exterminées systématiquement, hommes, femmes, vieillards,...sont massacrés atrocement, découpés à la machette, brûlés vifs, enterrés vivants. Les victimes sont des tutsi, éliminés pour leur simple identité et des hutu de l'opposition pour leurs idées.* »[5]

A ce sujet Nimubona déclare : « *Des raisons scientifiques sérieuses manquent cruellement pour expliquer comment, par exemple, un homme très religieux, très christianisé puisse arriver à tuer son épouse et ses enfants pour la simple raison que celle-là n'est pas de même origine que son mari et que ceux-ci sont issus d'une hybridation biologique* »[6] . L'auteur s'est référé sur des tueries qui s'observaient en général au lendemain des élections et le génocide de 1993 au Burundi.

Cette crise est apparue comme l'une des plus graves crises que le pays ait déjà connues. Des tueries massives avaient touché presque toutes les provinces du Burundi après l'assassinat de Ndadaye. A cette crise politico-ethnique, le Burundi a été frappé par des sanctions régionales à la suite du coup d'Etat du major Buyoya depuis le 25 juillet 1996. Ces sanctions bloquaient tous les échanges économiques entre le Burundi et le reste du monde. Elles ont été prises encore au milieu d'une guerre sanglante et du gel de l'aide international contre une économie déjà vulnérable. Ce n'est qu'à partir de juillet 1997 que l'on a commencé à assister à des conflits très violents en commune de Kibago. En effet,

---

[5] CHRETIEN, J.P., « *Deux génocides qui se ressemblent* », *in La République* n° 3, du 15-30 juin 1994, pp. 9-10.
[6] NIMUBONA, J., *Elections présidentielles du 1er juin 1993 au Burundi : problématique de la légitimation en situation de dynamique sociopolitique*, Bordeaux, 25 octobre 1994, pp. 132-133.

la période de 1997 correspondant à celle où les rivalités entre les bandes armées et les militaires prenaient de l'ampleur ; le climat d'insécurité chronique qui s'en suivit provoque de nombreux déplacements dans cette commune. Et cela avait concerné toutes les composantes ethniques qui cherchèrent dans ce mouvement migratoire une alternative à la menace que faisait peser les affrontements.

Malgré l'absence des tueries après l'assassinat du président Ndadaye en province de Makamba en général et en commune de Kibago en particulier, des tensions n'ont pas manqué au sein de la population locale durant cette crise de 1993.

I.1. Kibago face à la crise de 1993

I.1.1. Espace et environnement

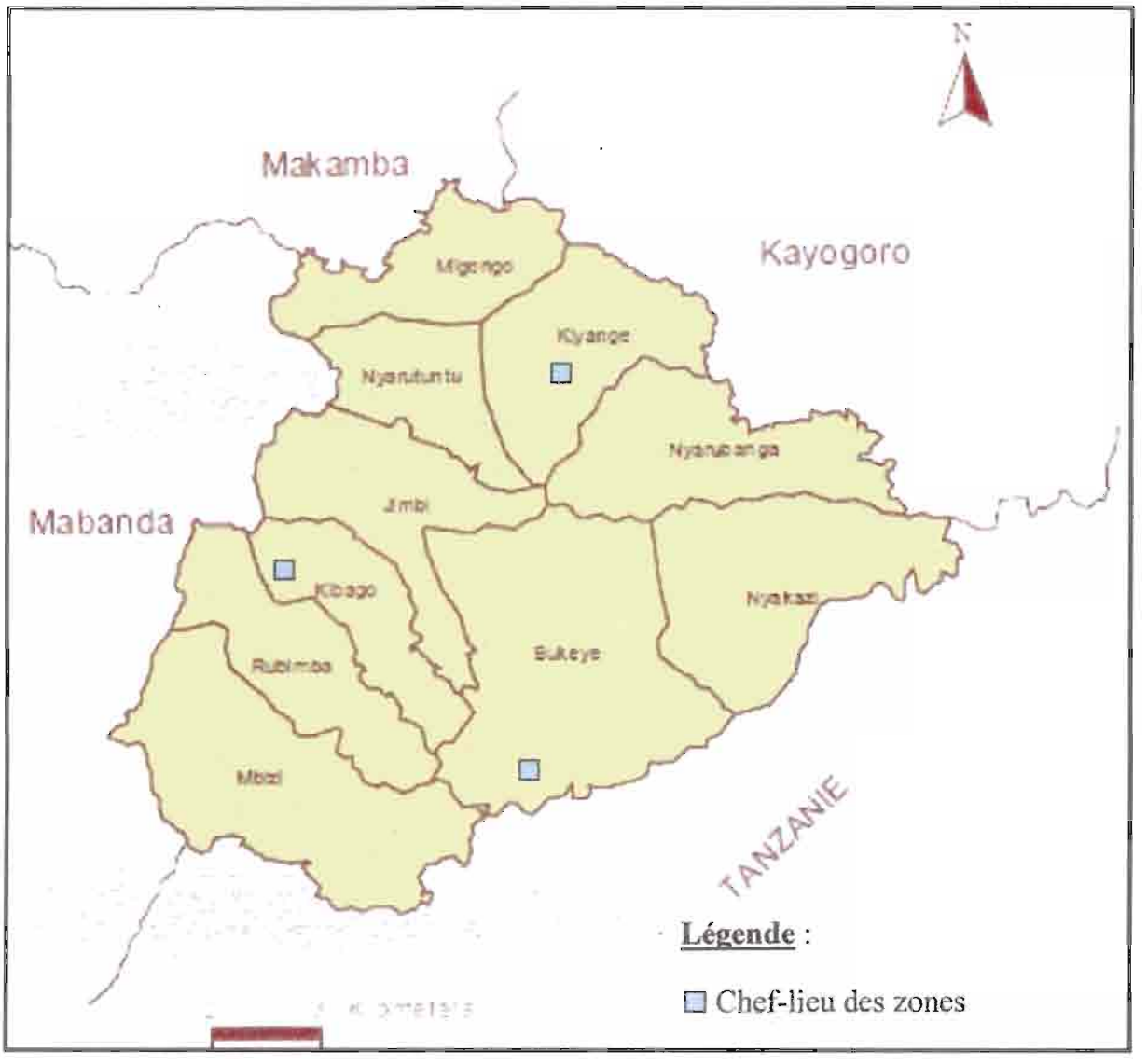
La commune de Kibago fait partie des six communes que compte la province de Makamba. Elle s'étend sur une superficie de 281,58 km^2. La commune Kibago est limitée :

Au nord par les communes Makamba et Kayogoro ;

- Au sud par la République Unie de la Tanzanie ;
- A l'est, la Tanzanie et la commune Kayogoro ;
- A l'ouest par la commune Mabanda.

Le chef-lieu de la commune et en même temps de la zone est situé à 28km du chef-lieu de la province. Elle est subdivisée en trois zones dont Bukeye, Kibago et Kiyange, comme l'indique la carte ci-après.

I.1.2. Carte administrative de la commune Kibago



Source : *Archives communales*, juillet 2005

I.1.3. Population et densité

Avec la crise de 1993, la population de la commune Kibago avait connu une chute démographique causée par le départ d'un bon nombre de sa population vers l'intérieur du pays ou vers l'extérieur, surtout la Tanzanie. Compte tenu des registres des différents faits de l'Etat-civil qui ne sont pas bien tenus, parce que selon l'autorité de l'Etat-civil, « *Ces registres sont à la portée de tout le monde qui entre dans le bureau de l'Etat-civil* »[7] ; des irrégularités dans le remplissage des différents volumes des faits de l'Etat-civil ont été constatées. Certains

[7] HAKIZIMANA, C., témoignage, mai 2013

registres sont détruits ou égarés ; certaines années manquent de donnée démographiques.

Tableau 1: données démographiques recueillies à partir de l'année 1996-2005

Bukeye	**Colline**	**population en 1996-1999**	**Population en 2000-2003**	**Population en 2004-2005**
	Bukeye	4367	5961	6192
	Nyakazi	2271	3985	4272
	Nyarubanga	2897	4676	4890
Kibago	Kibago	1169	2280	3489
	Jimbi	2959	4178	4490
	Mbizi	2833	3740	3961
	Rubimba	1754	3208	3464
Kiyange	Kiyange	3275	5282	5610
	Migongo	2913	5127	5435
	Nyabigina	1500	3508	4721
	Nyarutuntu	2043	3720	4035
	Total	**27981**	**45665**	**50559**

Source : Archives de l'Etat-civil, *commune Kibago, mai 2005*

Ce tableau montre que les données démographiques de la population de la commune Kibago, connaissent un accroissement à partir de 2003. Cette accroissement démographique s'explique par le retour massif des refugiés de 1993 locataires des camps de réfugiés de Mutabira et de Nduta en Tanzanie. En effet, l'année de 2005 a été caractérisée par une carte sécuritaire stable sur tout le territoire communal ; raison pour laquelle, la population avait augmenté.

I.1.4. La densité

Jusqu'en 2005, la densité moyenne de la commune était à la fois inférieure à la densité de la province Makamba et à celle du pays. Soit 180 habitants par km^2.

I.2. Bref aperçu sur les élections de 1993

La victoire du FRODEBU a été différemment accueillie en commune Kibago. D'un côté, les vaincus avaient eu peur et perdu tout espoir. De l'autre, les vainqueurs se soulageaient pour avoir mis fin au règne du parti UPRONA. Certains partisans du FRODEBU qui étaient nombreux dans les zones de Bukeye et Kiyange, sillonnaient toutes les collines en chantant : *« Temba Leta mporona agaciwe karuma »*. Ce qui veut dire : « écroule-toi mporona, à l'impossible nul n'est tenue »; tous les fonctionnaires partisans de l'UPRONA furent relevés de leurs fonctions.

A ce sujet, Joseph Gahama s'étonne : « *Les fonctionnaires tutsi et hutu de l'UPRONA furent relevés par des militants du FRODEBU (souvent incompétents) jusqu'à des échelons aussi bas que le secrétariat communal ou le gardiennage des marchés. Dans un domaine aussi sensible que l'éducation nationale on procéda à des nominations basées sur les considérations partisanes (...) au profit des militants du FRODEBU et des partis de la mouvance présidentielle* ».[8]

Selon Lipset, « *La stabilité d'un régime dépend de son aptitude à éliminer l'une après l'autre les causes de tensions, mais si la solution est reportée, l'atmosphère politique se chargera de frustrations et d'amertume écartant la tolérance et le goût de compromis* » [9]. De même, le régime du FRODEBU avait très tôt manifesté les germes de son impuissance.

Bref, durant toute la campagne électorale, le mythe du chef avait été terni par l'appel à la violence et à la désobéissance lancée par certains partisans des partis politiques en compétition. Le prestige de l'autorité politique avait été compromis. Le non respect de la loi et de l'autorité s'est par la suite institutionnalisé, ce qui va être à l'origine de nombreux assassinats politiques.

A titre d'exemple, en commune Kibago, l'institution d'« ubushingantahe » a été mise de côté sous prétexte que c'était un instrument de domination du parti déchu « UPRONA ». Malgré cela, cette institution n'a pas disparu

---

[7] GAHAMA, J., cité par Rutikanga, I., *La crise d'octobre 1993 : comportement de la population de la commune de Busoni*, mémoire, U.B., p. 29.

[9] S.M., Lipset., cité par Rutikanga, I., *op.cit.*, p. 40.

complètement : comme nous allons le voir plus loin, elle a joué un rôle important en empêchant les massacres de 1993 dans cette commune. Les travaux communautaires ont été boycottés car certains propagandistes considéraient ces travaux comme une sorte d'oppression exercée par l'UPRONA sur une partie de la population. Des propos diffamatoires ont été lancés envers les Tutsi dans les bistrots : « *Buca musubira iwanyu muri Somaliya* ». Ce qui peut se traduire: « Bientôt vous retournez chez vous en Somalie ». Ces propos lancés en présence des autorités administratives attestent la perte progressive du pouvoir politique par le FRODEBU, vainqueur des élections. C'est à partir de ces situations qu'était intervenu l'assassinat du président Ndadaye et de ses collaborateurs.

I.3. L'accueil de la mort du Président Ndadaye et ses collaborateurs

Dans cette commune comme partout ailleurs dans le pays, l'idéologie ethnique de la haine y a été enseignée. Après avoir entendu la nouvelle de la mort du président Ndadaye, ainsi que d'autres hauts dignitaires, la peur s'accentua au sein des habitants de Kibago. Celle-ci s'est manifestée selon l'appartenance politique. D'un côté, les Tutsi et les Hutu de l'UPRONA craignaient une éventuelle attaque de certains Hutu qui affichaient un comportement inhabituel dès l'annonce de l'assassinat de Ndadaye. Nous pouvons signaler entre autres :

1° Le va-et-vient des Hutu, tout à fait anormal et inconnu dans les zones de Bukeye et Kiyange. Ils venaient principalement des régions de Kirimiro et de l'Imbo. Ces zones étaient considérées comme des régions de transition vers la Tanzanie une fois que la situation s'aggraverait.

2° Des provocations verbales directes ou indirectes, on ne s'adressait pas à un individu ou à un groupe. On parlait de manière générale ou globale mais de telle sorte que les intéressés (les Tutsi) finissaient par comprendre que ces propos les concernaient. C'est notamment le cas des propos : « Mwariye inyama ya Gungere, izobahumira ; ni iyiri munda izovayo » ce qui peut se traduire : « vous avez mangé la viande d'un oiseau dangereux ; même vos grossesses selon enlevées ».

3° Le mépris que certains Hutu réservaient aux Tutsi chaque fois que ces derniers leur demandaient l'achat d'un produit quelconque sur le marché. Ils répliquaient sévèrement: « Inyama za Ndadaye murazimara ? ». Ce qui peut se traduire : « la chair de Ndadaye est-elle déjà toute consommée ? ». Pour acheter un produit quelconque, une famille tutsi devait passer chez un ami hutu pour lui acheter ce dont elle avait besoin, signe inoubliable de sociabilité du bon voisinage, qui caractérise jusqu'aujourd'hui la population de Makamba en général et celle de Kibago en particulier ; un des éléments qui contribua à l'empêchement des massacres de 1993 dans cette commune.

4° Des Hutu qui s'étaient déclarés haut et fort partisans du FRODEBU craignaient l'action des Tutsi et des militaires comme dans les événements de 72 qui avaient profondément touché cette région. Ils se dirigeaient massivement avec leurs familles vers la Tanzanie ainsi que certains élèves Hutu du lycée de Makamba et ceux du collège public de Mabanda. Ces derniers craignaient d'être lynchés par leurs amis Tutsi restés à l'école.

Dès lors, la population de Kibago, toutes ethnies confondues, manifestait une peur fondée sur une éventuelle attaque d'autant plus que cette région avait été le théâtre des événements de 1972 et que dans d'autres régions du pays, les massacres avaient déjà commencé. Cette situation de panique avait poussé d'une part, des départs massifs de Hutu militants du FRODEBU en Tanzanie et certaines familles tutsi vers le chef-lieu de la commune.

Face à cette situation, Hutu et Tutsi restés dans la région avaient cherché à s'armer pour se défendre contre les attaques des Hutu exilés en Tanzanie : des armes blanches longtemps conservées vont être rassemblées. C'était ainsi que des stratégies y relatives ont été prises par les « bashingantahe », les sages et l'administration locale. Ce fut le début d'organisation des rondes nocturnes et de la dénonciation de toute personne soupçonnée de perturber l'ordre et la sécurité. Nous ne pouvons pas ignorer le rôle joué par cette institution comme le déclare Déo Niyonzima, l'ex- administrateur de cette commune : « *YOBOKA Joël, un mushingantahe qui a posé l'acte le plus remarquable en faveur de la paix au sein de la commune Kibago entre 1993 et 1999. Il a sauvé des gens qui allaient*

être tués par les malfaiteurs en zone Bukeye, il les a cachés dans un endroit discret ».[10]

Les différents mouvements d'action catholique ont joué aussi un rôle sans précédent, un rôle précieux. Partout où les gens étaient parvenus à résister au virus de la division ethnique, ce fut sans doute par l'œuvre secrète mais combien déterminante de l'église catholique.
En effet, les mouvements d'action catholique sont des associations de fidèles catholiques qui se regroupent pour pouvoir réaliser un idéal chrétien. Nous avons essayé d'interroger les différents responsables d'action catholique, au niveau paroissial, pour savoir quelle a été la part des jeunes de l'action catholique dans la consolidation de la confiance mutuelle et de la fraternité au moment où les auteurs de la division rivalisaient dans leur sale prédication en faveur de la haine et de la mort. Ensuite, connaître les raisons de leur espérance compte tenu des activités décourageantes, des comportements et des convictions diaboliques que l'on observait chez plusieurs Burundais. Ainsi, les mouvements d'action catholique auprès desquels nous avons recueilli des informations sont les suivants : le Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ), le Mouvement Xavéri, la Légion de Marie, le mouvement Chiro, les mouvements des jeunes travailleurs (UGA), le mouvement Caritas, le mouvement Schoënstatts, le mouvement Marial et le mouvement familial (AGI).

A côté de ces mouvements qui sont exclusivement catholiques, il ya trois autres qui ont une vocation œcuménique : il s'agit du mouvement des Focolaris, de l'Equipe Enseignante et du Scoutisme. Parlons d'abord des activités qui témoignent de la contribution discrète mais significative des chrétiens œuvrant dans l'action catholique, en faveur de la paix et de la réconciliation.
« *Lorsque la guerre a été déclenchée dans la paroisse de Mabanda, l'action catholique a d'abord mené le combat de ne pas se laisser entraîner dans la diabolique logique de guerre ; ensuite elle a opposé à cette tragédie les initiatives de paix et de soutien en faveur des victimes de la guerre* »[11], nous a-t-il affirmé le curé de la paroisse Mabanda. « *Chaque fois que des troubles étaient*

[10] NIYONZIMA, D., témoignage, avril 2013.
[11] Abbé KAGAJO, S., témoignage, mars 2013.

signalées, les membres des différents mouvements se réunissaient, priaient ensemble, analysaient la situation, méditaient et partageaient la parole de Dieu », a-t-il ajouté. Ainsi, de ces rencontres jaillissaient des propositions concrètes sur la façon dont ils allaient se comporter devant les diverses sollicitations à la violence et à la haine, car selon le même curé, « *la bonne volonté et les bonnes idées doivent être soutenues par des actions concrètes pour qu'elles ne dégénèrent en opposition fumeuse* ». Les actions que les membres de l'action catholique ont accomplies en faveur des victimes de la tragédie sont, entre autres[12] :

1. Hébergement des déplacés : pour que ces derniers ne meurent pas à petit feu dans des sites exposés, les chrétiens se sont partagés la tâche, en accueillant dans chaque famille des personnes déplacées. Cette action digne d'éloges a été surtout vécue dans les succursales de Jimbi, Bukeye, Masaswe et Mbizi.

2. A côté de cette action d'héberger les déplacés, les membres de l'action catholique effectuaient des visites auprès des personnes sinistrées pour leur apporter une consolation matérielle et spirituelle. Leur présence était toujours ressentie comme un soulagement des cœurs meurtris. Cependant, leurs moyens restaient très limités, étant eux-mêmes dans des milieux forts pauvres. Mais leur témoignage n'était en rien diminué.

3. A côté de cet aspect essentiel de l'action catholique, cette dernière avait exercé et exerce encore son influence auprès des jeunes, qui sont souvent intoxiqués par les idéologies racistes en vogue, afin que ceux-ci privilégient l'esprit d'unité et de paix.

L'œuvre efficace des membres des mouvements d'action catholique en cette matière n'avait pas d'équivalent malgré son caractère discret. Beaucoup de témoins nous ont affirmé avoir été étonnés par les actions courageuses et charitablement tenaces des chrétiens de l'action catholique. Ici une femme légionnaire (de Marie) a su convaincre ses fils qui voulaient menacer leurs voisins d'une autre ethnie et rejoindre les mouvements rebelles. Là, un jeune

[12] Archives paroissiales, *Rapports des communautés ecclésiales de base*, exercice 2003.

enfant avait bravé ses parents qui le dissuadaient d'aller en compagnie de ses amis du mouvement aider un sinistré d'une ethnie différente. L'enfant avait expliqué à ses parents, que c'était bien eux qui l'avaient conduit au baptême, le donnant ainsi à l'Eglise, une famille qui n'a pas d'ethnies. Les parents avaient fini par céder.

Tous ces exemples et beaucoup d'autres expériences semblables montrent combien les groupes de l'action catholique ont été de véritables lieux de consolidation de la paix, bien qu'ils agissent dans la plus grande discrétion. Il était donc important d'en faire écho, pour qu'elles donnent l'espoir aux personnes désespérées et rassurent tous ceux qui pensent que l'avenir du Burundi est définitivement compromis. Ces expériences vécues dans les mouvements d'action catholique doivent ressusciter l'espoir chez tous ceux qui sont désespérés.

Même si ces « bashingantahe » et chrétiens des différentes collines de la commune Kibago avaient essayé d'empêcher certains Hutu extrémistes de se livrer à des actes ignobles, un climat de tensions est à signaler sur certaines collines notamment celles de Nyarubanga, Migongo, Kiyange (Kigwati) où après l'annonce de la mort du président Ndadaye à la radio de Kigali et sur la B.B.C., des Hutu emportés par la haine de venger leur président ont voulu attaquer leurs voisins Tutsi mais en vain. Sur cette situation, Ndikuriyo donne son témoignage : « *Nous avons risqué d'être lynchés par certains hutu qui s'étaient réfugiés en Tanzanie dans la nuit du 22 octobre 1993. Il continue en disant que « n'eût été le sentiment de fraternité et de solidarité qui caractérisait mes voisins de l'entourage, ils allaient nous exterminer* » [13].

En effet, continue ce même Ndikuriyo, « *cette nuit, on s'était rassemblé avec mes voisins Hutu restés sur les collines autour d'un pot et une bande de ces criminels avaient vite entendu des voix de leurs amis voisins ; c'est ainsi qu'ils ont abandonné l'acte ignoble qu'ils voulaient accomplir et ils ont regagné la Tanzanie dans cette même nuit* ».

Ce climat de tension avait provoqué pendant deux semaines l'arrêt des activités dans toute la commune mais aussi une panique au sein des familles Tutsi et

[13] NDIKURIYO, J., témoignage, janvier 2013.

celles des Hutu de l'opposition. Ils passaient leur nuit dans les bananerais à la belle étoile. Pour rétablir l'ordre, certains Hutu restés sur les collines se sont précipités vers Biharu en Tanzanie où s'étaient regroupés les réfugiés dans les premiers jours de l'assassinat du président Ndadaye, leur sollicitant de regagner leur pays natal car la sécurité était tout à fait normale. Après deux semaines, la majorité de la population exilée à Biharu avait regagné le pays pour être exilée de nouveau après l'attaque de la brigade de Gatwe en zone Bigina dans la commune de Kayogoro frontalière de celle de Kibago, par une bande des rebelles du FROLINA. Cette période d'exil n'avait duré que deux semaines. Mais suite au coup d'Etat du 25 juillet 1996 par le Major Buyoya, les pays voisins ont imposé un embargo contre le Burundi depuis le 31 juillet 1996 jusqu'en janvier 1999. Tout le pays et en particulier notre zone d'étude avait souffert de multiples privations causées par cet embargo.

I.4. Kibago face à l'embargo (juillet 1996-janvier 1999)

Depuis le 31 juillet 1996, le Burundi a été frappé par les sanctions régionales à la suite du coup d'Etat du Major Buyoya, le 25 juillet de la même année. Selon Hirschman, « *En règle générale, une sanction économique est toute action prise par un pays ou un organisme international avec l'intention d'empêcher ou de contrarier l'activité économique d'un autre pays dans le but de condamner ou d'influencer ses actions et sa politique* »[14]. Cette crise économique et humanitaire aggravée par la guerre, avait touché non pas les élites censées être visées par les sanctions mais bel et bien les ménages pauvres nullement responsables des actes de ses autorités politiques. Les dures conditions de vie engendrées par l'embargo ne pouvaient pas être atténuées par l'assistance humanitaire qui était d'ailleurs bloquée. En effet, la commune de Kibago est frontalière avec la Tanzanie. Cette situation renforce son économie. Pour son commerce extérieur, elle dépend totalement de ce pays voisin.

Avant les sanctions, les échanges commerciaux se faisaient normalement sur les marchés communaux situés sur la frontière. Mais avec l'embargo, le volume des marchandises en provenance de la Tanzanie a sensiblement diminué. Ainsi, les commerçants de la commune profitaient de cette période pour surévaluer les coûts. D'autres créaient la pénurie artificielle pour trouver le motif de hausser les prix. En raison de ces facteurs, les prix des denrées alimentaires se sont

[14] HIRSCHMAN, cité par Claude LACHAUX, *De l'arme économique*, Paris, 1987, p. 251

caractérisés par des variations à la hausse causée par la pénurie des biens locaux. Dans tous les secteurs, c'est la spéculation qui caractérisait les commerçants de ladite commune. Ainsi, les habitants de la commune ont vu les prix flamber jusqu'à des niveaux jamais connus. A part le commerce qui a été très affecté les domaines éducatif et sanitaire n'ont pas été épargnés par ces sanctions.

A la suite de l'embargo, le matériel scolaire est devenu très cher. De plus, les frais scolaires n'ont cessé de monter alors que la population était pauvre. Le taux d'abandon scolaire avait augmenté sensiblement. La crise a eu des effets néfastes sur la santé de la population. L'embargo avait augmenté les ruptures de stocks et accru les difficultés d'approvisionnements en médicaments. Les pièces de rechange et équipements faisaient défaut. Les médicaments et les soins de santé sont devenus chers. L'Etat avait réduit les fonds alloués au secteur de santé.

Suite à la pauvreté généralisée, l'accès aux soins de santé était très limité ce qui devait accroître le taux de mortalité surtout pour les enfants et les personnes âgées. L'intervention des agences humanitaires n'a pas pu endiguer tous les problèmes créés dans ce secteur par la crise et l'embargo. Bref, dans la commune de Kibago, cette période de blocus a été caractérisée par la hausse des prix pour tous les produits. Même après l'embargo, les prix ont continué à monter suite aux précédents de l'embargo.

Dès 1996, la sécurité dans cette commune n'était pas tout à fait au bon fixe comme en témoignent les méfiances entre les administratifs de base en zones Bukeye et Kiyange. Par exemple, les chefs des zones Bukeye et Kiyange étaient accusés par l'administration locale d'une incapacité de sensibiliser la population pour des idéaux de paix et de sécurité. Le premier, selon les mêmes sources, logeait des gens inconnus paraît-il en provenance de la Tanzanie, il aurait aussi distribué des papiers (probablement du CNDD) au sein des jeunes de sa zone ; il empêchait la population de certains endroits de sa zone, à ne pas exiger des cartes nationales d'identité aux gens inconnus ; il incitait la population de Ruremba, colline Nyakazi au refus catégorique des forces de l'ordre et de l'autorité. Le second c'est-à-dire celui de Kiyange, était un obstacle dans la mise en place du chef de secteur Migongo-Nyarutuntu, qui avait été beaucoup apprécié par le comité communal de la sécurité grâce à ses qualités morales de mobilisateur autour de la paix et de la sécurité. En effet, continuent nos sources, la population l'accusait de collaborer avec le mouvement CNDD car même s'il les voyait il ne les dénonçait pas. Dans sa zone, il se posait un sérieux problème de l'association « E.U.S.E.B.U » (Eglise de l'Union du Saint Esprit du Burundi)

et des propriétés distribuées *incognito*. Il continuait à cautionner cette association en cachette : cela risquait de créer progressivement une sorte d'administration parallèle qui, heureusement, sera dénoncée et étouffée dans l'œuf par la grande partie de la population de cette zone.

Ainsi, les directives de l'époque en vigueur recommandaient à l'autorité communale de changer toutes les autorités administratives partout où cela s'avérait nécessaire, « *tout en ayant à l'esprit qu'l ne faut pas changer pour changer mais redynamiser là où il y a défaillance ou combler les vides éventuels. Ce changement doit aussi refléter la transparence tout en gardant son cachet discrétionnaire* »[15]. Ceci veut dire qu'à un poste à pourvoir doit correspondre un profil du candidat recherché sans tenir compte des gens qui ont postulé à ce poste. « *Cela n'excluait pas non plus des consultations des gens de confiance comme le comité communal de sécurité, les forces de sécurité et les congrégations religieuses se trouvant dans l'entité concernée pour leurs avis et considérations sur les candidats au poste à pouvoir* »[16]. On constatait des cas de désobéissance civile, de départs des jeunes Hutu vers les camps d'instructions CNDD, mais aussi des retours de certains autres fuyant les entraînements. Pour ceux qui retournaient, des enquêtes approfondies étaient menées pour savoir pourquoi ils désertaient ces entraînements et surtout les activités que menaient les rebelles dans le pays de leur provenance. Des coups de feu étaient souvent entendus dans les localités de la commune, des vols, des fuites de médicaments étaient signalés au centre de santé de Bukeye. Des cas d'incendies criminels s'observaient dans la commune et partout dans la province. Les problèmes sécuritaires commençaient à s'observer à partir du mois d'avril 1997. La situation s'est alors compliquée au cours des années 1997-2000, avec une forte recrudescence de la rébellion en province de Makamba et en particulier en commune Kibago. Comment se présentait donc la situation de cette commune de 1997 à 2005 ?

I.5. Kibago face à la crise de 1997

A partir de 1997 jusqu'en 2005, date à laquelle le CNDD-FDD a remporté les élections, la commune de Kibago tombe dans une situation chaotique suite aux attaques incessantes des rebelles du mouvement CNDD-FDD. Durant cette

[15] Archives communales, *Exploitation du rapport de sécurité pour le mois de septembre*, 1996.
[16] HAKIZIMANA, C., témoignage, mai 2013.

période, les collines de presque toute la commune furent le théâtre de violences atroces. Suite aux combats opposant l'armée régulière (F.A.B.) et les groupes rebelles, des populations entières ont été obligées de quitter leurs habitations.

En effet, à partir du mois d'avril 1997, ce fut le début de dures épreuves pour notre entité d'étude. « *La population n'a pas vaqué aux activités quotidiennes parce qu'elle avait peur à cause de l'attaque par les assaillants dans certaines communes frontalières* »[17]. Ainsi, la population des collines Kivoga, Mbizi et Rubimba était prise de panique, elle croyait à l'attaque imminente des bandes armées en provenance de la Tanzanie. Cela était consécutif aux attaques perpétrées par les rebelles du mouvement CNDD-FDD dans les communes voisines de Mabanda et Makamba. Des cas de déplacements vers les centres de déplacés ont été enregistrés. A titre d'exemples, dans la nuit du 19/04/1997, sur toutes les collines, il y avait déjà des personnes déplacées comme le tableau suivent l'indique :

Zone	**Colline**	**Nombre de personnes déplacées**
Bukeye	Bukeye	142
	Nyakazi	186
	Nyarubanga	701
Kibago	Kibago	14
	Jimbi	18
	Mbizi	31
	Rubimba	9

Source : Archives communales, *Rapport mensuel*, mois d'avril 1997

La zone de Kiyange avait accueilli beaucoup de personnes déplacées en provenance des communes Mabanda et Makamba. Le mois de mai de la même année, « *avait été caractérisé par une attaque des rebelles dans la nuit du 28 au 29/04/1997. Dans la zone de Kibago, la sous-colline de Kiremba et la zone de Bukeye avaient été attaquées dans cette même nuit* »[18]. Cette attaque avait occasionné trois morts dont un enseignant de l'Ecole Primaire de Kigara en direction scolaire de Kibago. Des maisons ont été incendiées comptant un

[17] Archives communales, *Rapport mensuel* du mois d'avril 1997.
[18] Archives communales, *Rapport mensuel* du mois de mai 1997.

nombre égal à 41 maisons réparties en 25 ménages, des bistrots et des boutiques. Tous les dégâts humains et matériels qui ont été signalés à la colline de Jimbi, se sont tous perpétrés dans cette cellule ; raison pour laquelle, la population de cette localité, Hutu-Tutsi confondus, avait entamé un mouvement de déplacement vers les centres de déplacés notamment les écoles primaires, les églises catholiques et protestantes. « *Sur le centre de négoce de Bukeye, les bandes armées avaient attaqué cette localité à partir de Kiyange via la sous colline de Mpemba. Ils ont brûlé des maisons, des boutiques, des bistrots, des restaurants et un centre de santé* »[19]. La population des collines de Bukeye et Nyarubanga s'est déplacée vers la frontière surtout à Busoro et à Ruremba, toutes frontalières avec la Tanzanie.

I.6. Les causes du déplacement

Avant de s'installer dans les sites, il y avait d'abord de l'insécurité nocturnes surtout dans la partie Est de la commune frontalière avec la Tanzanie par des bandes armées de fusils et de machettes. Ils pillaient, tuaient la population à leur passage. Ce fut le début d'un premier déplacement de la population le soir, comme en témoigne Agnès Nizigama : « *ubwambere bigitangura twarara mu mashamba, mu ducuri twahunguka mu gitondo* »[20]. Ce qui peut se traduire : « dans un premier temps, nous étions obligés de quitter nos maisons le soir pour chercher asile dans des endroits discrets, boisements et forêts afin de regagner nos domiciles très tôt le matin ». Tous ces déplacements perturbaient les heures de table ainsi que le régime alimentaire, ajoute-t-elle.

Toutefois, cette situation avait duré deux ans car à partir de janvier 1999, toute la commune entière a été le théâtre des combats violents entre l'armée régulière de l'époque et les groupes rebelles du C.N.D.D-F.D.D. A partir de cette période, le gouvernement en collaboration avec les F.A.B. a donné une obligation à toute la population de quitter ses propriétés pour être regroupée dans des lieux sûrs, les camps de déplacés. La plupart de ces gens ont pris le chemin des positions militaires, chacun se rendait dans celle où il espérait trouver sa sécurité et proche

[19] RWIGEMA, témoignage, févier 2013.
[20] NIZIGAMA, A., témoignage, janvier 2013.

de sa propriété foncière. Il est à noter que partout dans leurs déplacements, Hutu et Tutsi sont restés ensemble.

Ces rescapés de la mort vont alors se regrouper dans des centres dits de déplacés qui se sont multipliés de jour en jour à cause de la recrudescence de l'insécurité dans cette commune. Ainsi, des milliers de personnes Hutu et Tutsi confondus, se regroupaient dans les petits centres administratifs.

Certaines infrastructures publiques comme les écoles et les centres de santé avaient servi à l'accueil de ces sinistrés. Les conditions de promiscuité (jusqu'à cent personnes dorment dans une salle de classe), d'hygiène et l'inactivité généralisée de ces populations traumatisées en disent long sur le déchirement du tissu social.

Une autre partie de Hutu, par peur de représailles, prenaient le chemin de l'exil, essentiellement vers la Tanzanie. L'insécurité gagnait de plus belle toutes les localités de la commune. Dans cette crise, les paysans vivaient sous la menace directe de perdre leur vie ou dans la peur permanente de ne plus revoir des êtres chers. Certains pleuraient des enfants, des parents, des frères, des amis emportés par cette tourmente politico-ethnique.

Ces mouvements de populations étaient avant tout le signe du refus d'une grande partie de la population de Kibago de se retrouver impliquée dans les massacres : autant fuir avant qu'ils n'éclatent sur les collines. En effet, le souvenir de 1972 était bien là et beaucoup savent qu'une fois engagés dans le cycle de la violence, il était très difficile de s'en sortir. De ce fait, les sinistrés furent placés dans les sites créés sur tout le territoire communal aux conséquences multiples.

I.7. Impact de la crise de 1997 sur la vie socio-économique

Les conséquences de la guerre affectent directement l'homme et ses activités de développement. Le Conseil Economique et Social de la République du Burundi le confirme : « *Certes, le rôle de la population et des facteurs de production restent prépondérants dans l'augmentation de la production. Cependant, il ne reste pas moins vrai qu'il ne peut y avoir de développement véritable sans paix*

sociale, qui, elle-même est garantie par la stabilité politique et le respect des droits et libertés de la personne humaine »[21].

En outre, les événements qui ont toujours endeuillé notre pays sont des moments par excellence de remise en cause de valeurs qui caractérisaient la société burundaise d'autrefois. Cela avait entraîné des conséquences socioculturelles et socio-économiques.

I.8. Les conséquences socio-culturelles

Le domaine social a été profondément touché par la crise de 1997 dans cette commune. Contrairement à cette période de crise, dans le Burundi traditionnel, les valeurs culturelles et les bonnes mœurs se transmettaient de père en fils et de génération en génération, constituant le patrimoine culturel. Consécutivement aux exactions de la guerre, l'esprit de brutalité (usage des armes blanches ou à feu) s'est développé au sein des populations et va supplanter la voie pacifique de résolution des conflits. D'où le non respect des droits de la personne humaine dans la région.

En effet, les Burundais respectaient par le passé un certain nombre de valeurs comme le respect d'autrui et de ses biens, l'entraide, la solidarité, le don de soi, etc. Mais, les crises cycliques qu'a connues notre pays, ont entraîné la perte de ces références ancestrales. Le tissu social a été déchiré. Les bonnes relations qui caractérisaient les familles d'autrefois ont cédé la place à un égocentrisme accru. De là est né l'éloignement entre les différentes composantes de la population, qui, depuis longtemps avaient une même vision de l'avenir et du vivre ensemble. Par ailleurs, l'éducation au respect des vieillards jadis enseignée dès le bas âge n'a pas été épargnée par la crise qui avait frappé le Burundi. Il est paradoxal d'observer aujourd'hui que les jeunes ne respectent plus leurs aînés et attentent même à leur vie par le vol et le viol. A ce sujet, Harimenshi se lamente souvent que l'une de ses filles lui lance des injures qui, d'après lui, seraient les effets de la crise qu'avait connue sa région[22].

---

[21] République du Burundi, *Conseil Economique et social, synthèse du Rapport, étude et analyse des problèmes de développement,* Bujumbura, décembre 1990, p. 40.

[22] HARIMENSHI, témoignage, mars 2013.

Signalons aussi que des conflits internes ou externes étaient générés par la promiscuité des habitations des déplacés dans les camps. Elles constituaient une atteinte à l'harmonie des familles.

Ainsi, les parents n'étaient plus respectés par leurs enfants, car ils n'avaient plus de secrets à eux. En effet, ils dormaient dans une hutte sans chambres et donc à découvert. Des enfants adolescents, filles et garçons dormaient ensemble, ce qui causait parfois des problèmes de grossesses non désirées chez les jeunes adolescentes. « *La prostitution était devenue une pratique habituelle, que ce soit pour les jeunes ou pour les adultes, ce qui générait des conflits dans les ménages* »[23].

Quant aux conflits externes, ils naissaient entre les ménages des huttes voisines les unes des autres. Les jalousies des femmes, l'angoisse qu'éprouvaient les familles habituées à vivre dans l'intimité, étaient liés à d'autres difficultés même majeures. La crise avait fait que certains couples se disloquent discrètement dans leurs maisons. Le phénomène de délinquance juvénile s'est alors amplifié condamnant ainsi les jeunes à la drogue et à l'alcoolisme ce qui fut à l'origine des enfants en difficultés.

I.8.1. Enfants en difficultés et orphelins

I.8.1.1. Les enfants soldats

D'après la définition du droit humanitaire, le terme « enfants soldats » désigne « *des enfants qui ont été enrôlés dans des forces armées, qu'il s'agisse d'armées régulières, des mouvements de guérilla, des milices ou des groupes armés* »[24]. En effet, Au cours de cette crise, les séquelles provoquées par les dures épreuves endurées par ces jeunes dans les rébellions burundaises leur ont laissé une mémoire douloureuse. C'est le cas de ce jeune garçon policier ex-rebelle rencontré sur la colline Nyakazi qui se souvient encore des durs moments qu'il avait connus avant de rejoindre la rébellion : « *J'ai passé quatre jours et quatre*

[23] KARENZO, S., témoignage, février 2013.
[24] CICR, *Explorons le Droit Humanitaire ; Modules éducatifs pour adolescents*, Genève, CICR, 2002, p. 117.

nuits sous la pluie et sans rien manger en direction de la Zambie où était installé l'Etat major. C'est un événement inoubliable dans ma vie ».[25]

En effet, parmi les populations touchées par la guerre, il ya lieu de signaler les orphelins et les veuves qui représentent l'un des groupes les plus vulnérables. Parmi les survivants, il y en a qui souffrent encore de traumatisme et de mauvaises conditions de vie. Le traumatisme vécu s'observe à travers un certain nombre de comportements pathologiques tels que l'agressivité envers l'autre ainsi qu'une série d'autres comportements négatifs comme la consommation des stupéfiants, le vol, etc.

Cependant, on dénombre 652 enfants sinistrés de guerre, 6 enfants de la rue et 1304 enfants orphelins de père et de mère dont 78 enfants orphelins de guerre, 16 orphelins du SIDA et 1210 orphelins naturels[26]. Beaucoup de ces enfants sont actuellement sous la responsabilité d'un adulte (un parent, un voisin) ou d'une autre famille de connaissances qui ont besoin d'enfants surtout pour les activités ménagères.

Quant aux mères veuves et les mères célibataires rencontrées, elles connaissent beaucoup de difficultés de survie. En effet, dans notre région d'étude, les célibataires féminins sont nombreux. Cela s'explique par le fait que rares sont les hommes qui choisissent leurs conjointes parmi les femmes plus âgées qu'eux. Le nombre d'hommes étant inférieure à celui des femmes, le surplus de ces dernières se retrouvent sans maris. « *Et une crise de ménage s'installe alors avec en filigrane l'augmentation d'enfants illégitimes dans une population connaissant une paupérisation généralisée* ».[27]

A partir de 15-20 ans[28], dans la campagne, la population féminine est en pleine activité de reproductivité, avec le statut de mariée, mais suite à la crise qui sévissait dans cette région, les jeunes femmes ont subi le mauvais sort de tomber veuves très tôt.

---

[25] NKENGURUKIYIMANA, A., témoignage, mars 2013.
[26] CDF/CPLS/LIGUE ITEKA/MAKAMBA, mars 2006.
[27] Ibidem.
[28] BIKORIMANA, A., *Impact des conditions sociales des camps de déplacés sur la propagation du VIH/SIDA chez les femmes déplacées : camps des quartiers III et IV dans la zone de Ngagara*, mémoire, U.B., FPSE, Bujumbura, 1996, p. 25.

I.8.2. Veuves et mères célibataires

Dans notre région d'étude, les célibataires féminins ne sont pas nombreux, cela s'explique par le fait que rares sont les femmes qui se remarient parmi les hommes plus âgés qu'eux. Ces derniers préfèrent choisir leurs conjoints parmi les filles célibataires.

Les veuves et les mères célibataires rencontrées connaissent des difficultés de survie. En effet, suite à cette situation, un comportement nouveau s'était installé dans les relations sociales des déplacés : le concubinage. Durant l'enquête, Aucune femme ne nous a déclaré son remariage, pourtant ont-elles précisé, l'absence de tels cas ne signifie pas la bonne volonté de ces veuves qui préfèrent le demeurer. A défaut de remariage, ces veuves se contentent d'unions consensuelles et cette situation entraîne absolument une polygamie de fait déguisé et la majorité d'hommes interrogés affirment sentir l'obligation de répondre à ce vœu : « Erega kwari ugusanura ivyasambutse... ». Ce qui peut se traduire : « nous avons reconstruit ce qui avait était détruit et dans tous les domaines ».

La majorité des femmes veuves rencontrées vivent seules, privées de tout support marital. Ces dernières sont exposées à des responsabilités auxquelles elles ne savent pas indéfiniment faire face, en particulier l'éducation des enfants qu'elles ont ou qu'elles sont exposées à avoir du fait du relâchement des mœurs. Mais les informations chiffrées sur les veuves et mères célibataires de la commune n'existent pas.

Il est clair que plus nombreuses sont les femmes seules, avec de lourdes charges qui les obligent à affronter de nouveaux rôles et à apprendre de nouvelles responsabilités. En définitive, nous constatons que cette crise avait détruit les infrastructures socio-économiques et des conditions de vie.

I.8. 3. Les infrastructures socio-économiques

La commune Kibago a connu beaucoup de destructions de maisons suite à la crise. Cela avait poussé la population de cette commune à fuir le pays vers la Tanzanie et dans les sites des déplacés qui étaient éparpillés à l'intérieur de cette commune. En effet, au cours de l'année 1999, surtout à partir du 14/01/1999,

date à laquelle la commune de Kibago a été envahie par les rebelles en provenance de la Tanzanie, cette crise avait causé beaucoup de dégâts matériels : cinq cent vingt cinq (525) maisons environ ont été incendiées et démolies[29]. Les zones de Bukeye et Kiyange ont été le théâtre de plusieurs destructions. A Kiyange, en dates des 21 et 28/08/1999, des bandes armées ont pillé et brûlé tous les documents du bureau zonal ; toutes les boutiques et bistrots des centres de négoce de Kiyange et Migongo. En plus des maisons d'habitations brûlées, les écoles primaires, les églises catholique et protestante de Nyarubanga ont été complètement détruites par les violents conflits opposant les ex-F.A.B. et les bandes armées. Il est difficile d'évaluer avec précision les effets de la crise de 1997 sur la vie communale même si la crise semble terminée : les conséquences négatives de la crise se font sentir sur l'économie du pays en particulier celle de Kibago. Nous essayons de relever, secteur par secteur, les conséquences directes bien que les chiffres nous aient fait défaut.

I.8.3.1. L'agriculture

Comme d'autres régions du pays, les habitants de la commune Kibago vivent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Avant l'éclatement de cette crise, les champs des cultures vivrières (du haricot, du petit pois, du manioc, de la patate douce et des bananerais), étaient bons. Il n'y avait pas tellement de famine dans cette commune. Les gens disposaient de quoi se nourrir en suffisance. Cependant, avec le début de la crise en 1997, l'agriculture qui est l'activité principale (plus de 80% de la population active)[30] a subi de fortes baisses.

Que ce soit au niveau national, que ce soit au niveau local, partout les activités agricoles périclitèrent ; même les petites activités économiques furent touchées, créant ainsi une situation générale de pauvreté. Dans cette population, il est vrai que les phénomènes démographiques s'influencent mutuellement. De plus, « *l'économie est faite pour les hommes et par les hommes. On a toujours scrupule à le rappeler tant il est banal de noter que les hommes sont à la fois but*

---

[29] Archives communales, *Rapport annuel* exercice 1999.

[30] MUJAMBERE, A., *Mémoire d'une population déplacée : le cas du site du chef-lieu de la commune Busoni*, mémoire, U.B., FLSH, Bujumbura, 2003, p. 31.

et moyen de l'activité économique, porteurs de besoins et producteurs des biens et services des permettant de les satisfaire »[31].

La commune qui était productrice en matière de cultures vivrières, ont été délaissées pendant une longue période. La raison est simple : dans les mêmes propriétés se cachaient les rebelles d'une part et, d'autre part, la population qui constituait la main-d'œuvre fuyait ces derniers ou d'autres malfaiteurs. D'autres cultures ont été brûlées par des rebelles qui détruisaient tout sur leur passage tel que Abraham Nyabenda en témoigne : « *En date du 14/09/1997, mon champ de manioc et ma maison ont été brûlés par des malfaiteurs, le feu s'est répandu jusque dans la vallée Cuzwe où ce feu avait dépassé l'imaginable. Le feu a été si intense que la population n'a pas pu l'éteindre. Ce qui a fait que le feu avait passé deux semaines sans être éteint* »[32]. Les cultures industrielles (le café et le coton) n'ont pas été épargnées par cette crise.

- **Le café** : les conflits armés avaient interrompu la cueillette des cerises mûres et les planteurs n'ont pas pu continuer à vaquer à leurs activités dans leurs plantations. Dans certains coins, les cerises ont été abîmés sur les caféiers faute de cueilleurs parce qu'ils avaient fui les attaques.
- **Le coton** : cette culture était cultivée dans les basses terres de la commune, notamment dans les zones de Bukeye et Kiyange. Cette culture a été abandonnée car tous les encadreurs étaient partis.

Signalons que même les cultures qui n'ont pas été brûlées n'avaient pas produit grand-chose suite aux problèmes de l'entretien, d'où une baisse de production. Cette situation de baisse de production trouve son explication dans : « *le nombre grandissant de personnes déplacées, réfugiées et voire même tuées ; l'organisation des rondes nocturnes et l'absence momentanée de la population dans leurs ménages faisaient que les exploitations agricoles n'étaient pas entretenues comme auparavant* »[33]. Les récoltes faisaient l'objet de pillages par les malfaiteurs. Ainsi, l'insécurité permanente avait désorganisé la production. A ce sujet, l'UNICEF déclare : « *Les conflits ethniques des années 90 ont eu un*

---

[31] MERIGOT, J., et FROMENI, R., *Notions essentielles de Géographie économique*, Tome 1, Ed. Sirey, 1963, p. 31.
[32] NYABENDA, A., témoignage, mars 2013.
[33] IRAKOZE, C., témoignage, mars 2013.

effet dévastateur au Burundi. Outre les pertes énormes en vies humaines, l'économie s'est contractée de 6% par an et la production alimentaire s'est effondrée »[34].

Passer des nuits à la belle étoile ne prédispose pas à se rendre aux champs pour cultiver. Le non mise en valeur des domaines agricoles provoque par conséquent une forte baisse de production. Ainsi, des personnes qui n'avaient jamais connu de problèmes alimentaires apprendront à aller s'approvisionner au près des bienfaiteurs. La généralisation de la violence, notamment avec la rébellion du CNDD-FDD, avait provoqué une forte chute de la production sur l'ensemble de la province de Makamba.

En conclusion, nous avons remarqué que l'agriculture a beaucoup souffert de la crise. Quand la production n'est pas bonne dans un pays, la production industrielle est aussi en baisse et par conséquent l'économie nationale. A ce sujet, Samir Amin écrit : « *Quand au démarrage de l'industrialisation, seule l'agriculture qui occupe l'essentiel, peut être un débouché important pour l'industrie, comme elle doit pouvoir nourrir la population urbaine, faute de quoi les importations nécessaires de produits alimentaires bloquent l'industrialisation elle-même* »[35].

Même si la guerre n'est pas le seul facteur qui explique la baisse de la production, et que d'autres causes comme l'impact des aléas climatiques peuvent être à la base de ce déficit agricole, il s'avère que la guerre déclenchée depuis 1997 demeure comme l'origine principale de la pauvreté qui frappe la population de la commune Kibago. Les activités pastorales ont été aussi paralysées dans cette commune.

I.8.3.2. L'élevage

S'il y a un secteur qui a été touché par la guerre dans la commune Kibago, c'est bel et bien l'élevage de type traditionnel. Les rapports annuels de la commune montrent que depuis l'installation de la rébellion en Tanzanie, aucune

---

[34] UNICEF-BURUNDI, « *Vaincre la pauvreté humine », Rapport du PNUD sur la pauvreté,* Bujumbura, 1998, p. 27.

[35] AMIN, S., *Impérialisme et sous développement en Afrique,* Paris, Editions de Minuit, 1976, p. 122.

ne pouvait s'écouler sans qu'il y ait pillages des vaches, des chèvres, des moutons, des poules, etc. Quelques données qu'on a pu avoir vont le montrer plus tard dans ce point.

Avant la crise, les éleveurs n'avaient pas de problèmes liés au manque de pâturages pour leurs troupeaux ; seulement, les problèmes de manque de médicaments et de techniciens en nombre suffisant pour le bétail perdurent. Les affrontements entre les militaires et les rebelles sur toutes les collines de la commune à partir de 1997 ont fait que la population fuie avec son troupeau vers la Tanzanie ou vers l'intérieur, notamment sur les positions militaires. A ce propos Emmanuel Mukasa déclare : « *Niho nabonye ko ntunze, ivyanje vyarananiye kwegeranya n'inka nari mfise mu guhunga* » [36], ce qui peut se traduire : « j'ai constaté que j'étais riche. Il m'a été difficile de rassembler mes biens et vaches lors de notre fuite ».

En effet, la population a subi des pertes au niveau de l'effectif, du personnel d'encadrement car certains ont été obligés de quitter leur lieu de travail, d'autres, le pays pour cause d'insécurité ; des infrastructures et matériels vétérinaires. Le seul qui existait n'était pas capable de couvrir toute l'étendue communale, surtout dans les grands moments d'épidémies. Les victimes de cette guerre ne sont pas uniquement les personnes, le bétail non plus n'a pas été épargné.

En effet, selon le PNUD, « *pour ce qui est du bétail, beaucoup de têtes de gros et du petit bétail ruminant ont été abattus ou pillés* »[37]. Le bétail était régulièrement victime des différentes attaques perpétrées par les assaillants. Selon les sources consultées, plusieurs bovins et ovins ont été brûlés vifs, tués ou acheminés directement en direction de la Tanzanie par les rebelles. Dans une attaque du centre de négoce de Kabaragaza et du domicile de l'administrateur de l'époque, dans la nuit du 5 au 6 novembre 1999, huit vaches et trente cinq chèvres ont été brûlées vives dans leurs étables[38]. Ainsi, Sindakira témoigne : « *Dans la nuit du 2 au 3 novembre 2003, les terroristes génocidaires m'ont volé huit chèvres, quatorze poules et dix lapins chez Frédéric Minani.*

[36] MUKASA, E., témoignage, janvier 2013.
[37] PNUD, *Les effets de la crise sociopolitique sur l'environnement au Burundi*, Bujumbura, 1996, p. 115.
[38] Archives communales, *Rapport annuel exercice*, 1999.

Nous sommes jusqu'aujourd'hui dans une pauvreté extrême »[39]. Il s'agit du même cas de cette dame rencontrée sur la colline Kiyange, Spécieuse Madamu qui se lamentait de ses poules volées par les malfaiteurs: « *Aho waciye hose ga kibondo, ntiwabonyeko ahenshi ata nkoko bafise kubera iyi ntambara duhitiye mwo ?*»[40], ce qui peut se traduire : « tu n'as pas vu partout où tu es passé qu'il n'y a plus de volailles, suite à cette crise qu'a connue notre pays? ». La commune avait perdu plusieurs têtes de bétail entre 1997 et 2000, l'effectif a été donc diminué d'environ 40% comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Situation du cheptel avant la crise jusqu' au 24 mars 2000

COMMUNE	ZONE	COLLINE	BOVINS	OVINS	CAPRINS	PORCINS	VORAILLES
KIBAGO	Kibago	Kibago	631	409	608	3	858
		Jimbi	657	308	301	9	231
		Rubimba	850	132	639	1	641
		Mbizi I	1135	240	685	3	133
		Mbizi II	739	108	199	2	45
	Bukeye	Bukeye	376	376	1696	30	251
		Nyakazi	286	203	884	30	351
		Nyarubanga	73	561	1437	86	526
	Kiyange	Kiyange	182	191	923	105	903
		Nyarutuntu	303	210	606	19	405
		Migongo	174	309	1148	7	437
TOTAL			**5293**	**2649**	**2664**	**285**	**3663**

Source : Archives communales, *Rapport annuel*, mois de janvier 2000

Commentaire du tableau :

Pendant la période de crise, dans les zones de Bukeye et Kiyange, le cheptel a été volé par les rebelles ou vendu par leurs propriétaires pour les « sauver ».

[39] SINDAKIRA, témoignage, décembre 20012.
[40] MADAMU, S., témoignage, décembre 2012

Signalons aussi qu'une partie de ce cheptel avait été déplacée vers la Tanzanie, une autre dans les régions intérieures du pays, surtout dans celle du Bututsi où le cheptel a dû souffrir du climat et du manque de pâturages. Ajoutons aussi que le cheptel était brûlé et tué par balles dans les camps de déplacés lors des attaques par les rebelles, ce qui avait entraîné la chute de l'économie nationale en général, et en particulier celle de la commune. Bref, l'effectif du cheptel avait été diminué donc de plus de 40%.

Actuellement, conscient du rôle du bétail dans l'agriculture, les gens s'efforcent de remplacer le bétail tué et pillé. Mais faute de moyens et de pâturages, la majorité des ménages se contente de l'achat du petit bétail (chèvres, moutons) et quelques volailles. Le nombre de vaches a sensiblement diminué dans toutes les localités de la commune. Elles sont le monopole de ceux qui sont parvenus à fuir avec quelques têtes ou ceux qui les ont achetées de nouveau ou échangées sous forme de cadeaux. Aussi, certaines ONG comme la FAO, Caritas Burundi, ont distribué des vaches, des chèvres et des poules. Ce procédé est appelé « chaîne de solidarité communautaire ». Il consiste à octroyer une bête à un individu qui cédera par la suite après la naissance à quelqu'un d'autre afin de devenir le propriétaire de la bête-mère.

I.8.3.3. Le commerce

Dans la commune, il existe quatre petits marchés communément appelés « centres de négoce » non construits. Il s'agit des marchés de Nyakazi et Murambi en zone Bukeye, de Jimbi en zone Kibago et de Kiyange en zone Kiyange. Les produits agricoles sont commercialisés dans ces marchés ruraux. Le marché de Nyakazi est le plus prospère de la commune avec des recettes annuelles estimées en 2005, à vingt millions huit cent cinquante mille quatre cent cinquante francs bu (20.850.450 fbu), soit 67,13% des recettes communales perçues pour cette même année [41]. Il existe des boutiques et des kiosques où sont commercialisés les divers produits de première nécessité.

La commune étant frontalière avec la Tanzanie, des produits manufacturés passent par cette commune en provenance de ce pays et une grande partie

[41] Archives, *comptabilité des communes de Makamba*, 2005.

transite vers les communes de Kayogoro et Mabanda où la demande est plus forte. Le transport des produits se fait couramment par portage ou bicyclette. Mais le transport par véhicules (camionnettes, voitures) est le moins pratiqué à cause du mauvais état de la route qui mène vers cette commune. Cependant, ce commerce avait fortement souffert de la crise de 1997-2005. La commune avait connu des cas de pillages et destructions de magasins, boutiques et bistrots. L'ampleur des dégâts diffère du marché à l'autre. Aux périphéries du territoire communal, les commerçants ainsi que les boutiques ont été les premières cibles des malfaiteurs. En plus de la baisse de la production, les problèmes d'insécurité ont fortement perturbé la libre circulation des hommes et des biens et des échanges sur tous les marchés de la commune.

Toutefois, les localités frontalières avec la Tanzanie avaient connu beaucoup d'attaques, ce qui a été à la base d'une fermeture des marchés, surtout ceux frontaliers avec ce pays, notamment les marchés de :

- MurambI (chez Buhinja) ;
- Nyakazi (chez Kavamahanga) ;
- Ruremba.

Compte tenu de la rentabilité de ces derniers, les recettes communales ont sensiblement baissé à cause de l'insécurité qui avait occasionné un mouvement de plus de trois cent cinquante (350) familles vers la Tanzanie et la fermeture des marchés de la frontière. La somme prévue n'était pas toute collectée. La commune avait reçu un million huit cent soixante cinq et cinq cent mille francs (1.865000frs), sur deux millions trois cent vingt et un mille francs prévus (2.321.000frs)[42]. Ainsi, Le personnel communal était payé avec retard et il y avait le problème d'arriérés de salaire dont une grande partie n'était pas payée.

D'où les objectifs de développement n'étaient pas honorés parce que le volume des recettes communales était très faible. Les gardiens-marchés et percepteurs ont été interpellés à doubler d'efforts dans leur façon de servir. Les gardiens inactifs ont été remplacés. Ces derniers étaient souvent victimes des vols par les rebelles comme le cas de monsieur Isidore Ndikumana, collecteur des recettes

[42] Archives communales, *Rapport de juillet 2000*

communales à Migongo en date du 05/04/1999[43]. Cette somme était répartie comme suit :

- 12.030 frs : tickets marchés.
- 8.000 frs : quittancer
- 11.000 frs : contribution collège communal de Kiyange.

En somme, la crise de 1997 avait provoqué une certaine perturbation des échanges sur tous les marchés de Kibago. Le domaine socioéconomique dans cette commune a été profondément affecté par cette crise, ce qui avait transformé les conditions sociales de la population.

I.8.4. Les effets de la crise sur l'enseignement

Dans cette commune, le secteur de l'éducation fut particulièrement éprouvé par la crise car le personnel, les bénéficiaires des services et infrastructures étaient la cible des belligérants. Beaucoup d'écoles ont été touchées par la crise. En effet, certaines ayant servi de refuge pour les déplacés, d'autres encore surtout celles proches de la frontière ne fonctionnaient pas. La situation scolaire s'est détériorée progressivement avec la dégradation sécuritaire.

I.8.4.1. La situation scolaire au cours de l'année 1997

1°. L'enseignement primaire

Au cours de l'année scolaire 1996-1997, toutes les directions scolaires de la commune fonctionnaient tant bien que mal. En effet, l'année scolaire 1996-1997 avait coïncidé avec des attaques rebelles en provenance de la Tanzanie ou de l'intérieur du pays.

Durant cette période, les responsables des différentes écoles faisaient rentrer les élèves et fermaient les écoles. Selon Wencheslas Niyungeko, inspecteur de l'époque, « *avant le déclenchement de la guerre, les élèves suivaient normalement les cours. Mais dans les moments les plus difficiles, les élèves ne se présentaient pas à l'école, nous avons enregistré beaucoup d'absences. Il en*

[43] NDIKUMANA, I., témoignage, mars 2013.

était de même pour ceux des collèges communaux »[44]. Cette situation a eu des répercussions négatives sur l'éducation: premièrement, la qualité de l'enseignement fut ébranlée. En fait, le travail de l'enseignant et de l'élève était effectué au milieu des campements et crépitements d'armes et sans manuels scolaires car ils avaient été brûlés ou saccagés. Donc, il ne pouvait pas donner un meilleur résultat.

Deuxièmement, les sinistrés en difficulté n'étant pas capables de se payer les frais scolaires et de faire face aux prix exorbitants des cahiers, constituèrent des obstacles à une scolarisation effective des enfants de la région. Ainsi, jusqu'aujourd'hui, il y a un problème sérieux dans ce domaine, car il y a peu de réussites surtout dans les classes de sixième vers le secondaire. Pour les uns, cela est dû au niveau bas des élèves ; d'autres se demandent : « Nos enfants seraient-ils vraiment crétins à ce point ? Les enseignants ont-ils épuisé leurs possibilités et méthodes d'enseignement ? ». En fait, les enfants ne sont pas suffisamment encadrés pour recevoir ce dont il leur faut en vue de réussir les tests nationaux. La fuite des populations avait entraîné la peur amenant des enseignants et des élèves à abandonner l'école, ce qui avait réduit le nombre d'élèves dans cette commune.

2°. L'état des centres « Yaga-Mukama »

Pendant la période de crise, les écoles « Yaga-Mukama » étaient beaucoup plus fréquentées car les abandons et les non inscrits du primaire affluaient dans ces écoles dans le but de bénéficier des sacrements religieux.

3°. L'enseignement secondaire

Avant l'éclatement de la crise en 1997, la commune comptait deux établissements secondaires à savoir : le collège communal de Kibago dans cette même zone et celui de Kiyange dans cette zone. Certains élèves étaient obligés d'effectuer un long trajet pour arriver à l'école, ce qui constituait un facteur d'abandon. D'autres avaient fui le pays en se dirigeant vers la Tanzanie, d'où ces établissements comptaient un nombre d'élèves très réduit. Cependant, malgré

[44] NIYUNGEKO, W., témoignage, janvier 2013.

tant de problèmes dans le secteur de l'éducation, les infrastructures scolaires ont connu une évolution positive après 2005.

I.8.4.2. Statistiques des écoliers inscrits aux écoles primaires 1997-1998

Direction scolaire	Ecoles primaires	Nombre d'élèves
BUKEYE	BUKEYE	456
	NYAKAZI	271
JIMBI	JIMBI	231
	KIGARA	535
KIBAGO	KIBAGO	393
	KIVOGA	419
KIYANGE	KIYANGE	501
	MIGONGO	375
	KABANGA	65
NYARUBANGA	BUGORO	156
	NYARUBANGA	330
TOTAL		**4422**

Source : Archives cantonales, *Rapport annuel*, juillet 1998

I.8.4.3. Statistiques des élèves et étudiants inscrits aux écoles secondaires et universités

Zone	Nombre d'élèves au secondaire	Nombre d'étudiants dans les universités
BUKEYE	43	2
KIBAGO	226	36
KIYANGE	76	5
TOTAL	**345**	**43**

Source : Archives communales, *Rapport annuel*, 1998

D'une manière générale, les manifestations de la crise dans le domaine de l'enseignement ont été surtout la destruction des infrastructures et du matériel scolaire, les tueries qui ont touché aussi bien les élèves que les enseignants et la fuite de ces derniers quand ils n'étaient pas capturés. En commune Kibago, certaines de ces manifestations ont été observées.

En effet, en date du 25 juillet 1999, l'école primaire de Nyarubanga a été incendiée par les rebelles en provenance de Mayange en commune de Kayogoro et a enregistré beaucoup de dégâts : salles de classe, matériels scolaires brûlés et déchirés. Les pupitres ont servi de combustible pour incendier ces salles de classe. A ce sujet, Albert Niyonizigiye témoigne : « *Je m'étais caché dans un endroit discret le jour de l'attaque et aussitôt les rebelles ont commencé à chercher du bois de chauffage, après ils ont surmonté les bancs, les pupitres jusqu'à la toiture des classes et ces dernières ont été entièrement consumées*»[45] . Signalons cependant que le personnel administratif de cette direction scolaire ainsi que les élèves n'ont pas été touchés car ils étaient en vacances. Des tôles des maisons et des églises comme celles de l'église anglicane de Nyarubanga ont été enlevées et acheminées vers la Tanzanie par les assaillants. L'école primaire de Nyakazi connaissait, en plus de l'insécurité, un problème d'enseignants. Cette école n'avait qu'un seul enseignant, d'autres avaient fui les combats.

Cet enseignant avait été affecté à l'école primaire de Bukeye ainsi que les élèves avec une multitude de difficultés liées à l'insécurité et à la distance parcourue par ces derniers.

Bref, la situation scolaire en cette période de crise était devenue chaotique et toutes les activités étaient paralysées dans les écoles tant primaires que secondaires jusqu'à la veille du cessez-le-feu par le mouvement CNDD-FDD en 2005. Le domaine sanitaire n'avait pas été lui non plus épargné par cette crise.

I.8.5. Les effets de la crise sur le plan sanitaire

A partir de 1997, la commune disposait de trois établissements sanitaires qui sont des centres de santé publique. Sa situation sanitaire était caractérisée par

[45] NIYONIZIGIYE, A., témoignage, janvier 2013.

l'insuffisance du personnel soignant qualifié, des équipements, des bâtiments et des médicaments.

En effet, dans ces trois centres de santé, les maladies n'étaient pas soignées comme il fallait à cause du manque de médicaments. Dans la zone de Bukeye, la malaria faisait rage. Mais durant cette période, il était déjà signalé une fuite de médicaments dans ce même centre de santé. Le centre de santé Kivoga, accueillait beaucoup de malades pendant cette période. Celui de Kiyange, soignait de façon satisfaisante les malades malgré le peu de médicaments dont il disposait. L'état des locaux, surtout les tuiles qui ne cessaient de tomber par terre, restait toujours inquiétant. Notons que la plupart de ces centres de santé étaient la cible des attaques rebelles en quête de médicaments. Cette situation avait occasionné la réduction des activités curatives en général et la désertion des patients de ce centre de santé en particulier.

Le centre de santé de Bukeye a été incendié par les rebelles dans une attaque du 28 au 29 avril 1997. Ils ont volé le peu de médicaments qui étaient disponibles à l'époque dans ce centre de santé. Dès lors, il a été fermé pendant quelques mois, ce qui causait beaucoup d'ennuis chez les malades de cette zone en général, et en particulier les personnes déplacées par la guerre. Cette crise avait causé la mobilité forcée de la population vers les camps de déplacés ou vers l'étranger.

CHAPITRE II : EVOLUTION HISTORIQUE DES CAMPS DE DEPLACES EN COMMUNE KIBAGO

A partir de 1997, le gouvernement en collaboration avec les F.A.B. avait donné une obligation que toute la population quitte ses propriétés pour être groupée dans les sites de déplacés. En effet, l'attaque de la nuit du 28 au 29/04/1997 sur la sous-colline Kiremba avait fait trois morts, il a été brûlé quarante et une maisons (41) réparties en 25 ménages. Ainsi, la population se déplace massivement vers les centres de déplacés. Le nombre de sites augmente, la population s'y entasse dans des conditions hygiéniques le plus souvent déplorables. Des populations entières qui ont été obligées de fuir leurs propriétés n'ont pas pris le même chemin. Il y avait ceux qui ont préféré rester dans le pays, d'autres fuir vers l'extérieur.

Le choix du lieu de fuite était motivé par le souci de sécurité et la distance à parcourir pour parvenir au lieu de leurs propriétés. Ici, il est important de signaler que le choix du site était libre. Aucune contrainte n'était exercée à l'endroit de ceux qui rentraient. D'autres étaient logés dans leurs familles d'accueil : parmi ceux-ci, nombreux étaient des femmes et des hommes qui rentraient des différents ménages du pays où ils avaient rejoint leurs parentés. Comment ces camps de déplacés étaient-ils donc répartis sur le territoire communal ?

II.1. Répartition géographique des sites des déplacés en commune de Kibago

La période de 1999-2000 correspond à une époque où les rivalités entre bandes armées et la junte militaire prenaient de l'ampleur, le climat d'insécurité chronique qui s'en suivit provoqua de nombreux déplacements dans cette commune. L'administrateur de l'époque nous a signalé une attaque perpétrée le 14/01/1999, qui avait occasionné des dégâts matériels immenses et des déplacements de plus de 4150 familles vers les centres de déplacés. A la même occasion, 525 maisons ont été incendiées et démolies[46].

[46] NIYONZIMA, D., témoignage, avril 2013.

Et plutôt que de concerner une seule communauté, comme jadis ailleurs dans le pays, force est de constater que ce furent toutes les composantes ethniques de la commune qui cherchèrent dans ce mouvement migratoire une alternative à la menace que faisaient peser ces affrontements. Niemergeers regrette ici le silence des amis du Burundi face aux atrocités : « *Et les ambassadeurs en poste au Burundi, très gênés parce qu'ils sont des témoins directs de ce qui s'y passe ne font que répéter comme des perroquets ce que leur administration ou leur parti leur fait dire : il faut négocier avec les rebelles. En attendant on les laisse continuer leur sale besogne* »[47].

En effet, se regroupant alors spontanément autour des positions militaires, ces populations furent également l'objet de regroupements organisés par les autorités. Cette intervention administrative avait tantôt pour but de réunir les déplacés dans plusieurs sites spontanés sur un seul périmètre plus sécurisé, ou plus proche de leurs propriétés. Pour le chef de l'Etat de cette époque-là : « *Le regroupement est mené avec le consentement des populations concernées et cette action est destinée à procurer la protection nécessaire à la population dans les zones de combats où la tactique des terroristes consiste à la prendre en otage et le cas échéant comme bouclier humain* »[48]. Cette crise avait mis sur les routes de milliers de personnes à la recherche de meilleures conditions de sécurité. Toutefois, certains déplacés venaient de perdre les leurs, lynchés par les bandes armées. Ainsi, ceux qui avaient échappé à ce carnage devaient prendre le chemin d'exil. Il sied de signaler que la plupart de ces sites étaient localisés dans les collines proches de la Tanzanie où les combats étaient intenses et permanents. A ce moment, seules les positions militaires offraient encore des garanties de sécurité. Cependant, ces positions militaires perdront elles-mêmes cette qualité, avec l'apparition des attaques des bandes armées. De ce fait, les effectifs des déplacés allaient gonfler.

---

[47] NIEMEGEERS, M., *Les trois défis du Burundi, décolonisation, démocratie, déchirures*, Paris, l'Harmattan, 1995, p. 187.

[48] *Le Renouveau du Burundi*, du 23 janvier 1998.

Occupant ainsi le domaine public, des propriétés privées ou le patrimoine foncier paroissial, ces sites proposèrent à leurs résidents des havres aux caractéristiques très variables. Ainsi, la commune comptait plus de sept camps de déplacés répartis dans toutes les zones de la commune à savoir:

- le site de Bukeye et de Nyakazi en zone de Bukeye ;
- ceux de Jimbi, de Kivoga, Mbizi et Muhagaze en zone Kibago ;
- enfin, celui de Kiyange dans la zone de Kiyange.

II.1.1. Le site de Bukeye

Ce site était construit dans le domaine public au chef lieu de la zone. Il avait accueilli les populations de Busoro après l'attaque du 28 octobre 1999 qui avait occasionné sept morts et neuf autres blessés. L'attaque avait eu lieu à la fin octobre comme l'indique YOBOKA : « *Nous avons vu les assaillants descendre cette colline (où l'interview a été effectuée). Nous avons couru lorsque nous les avons vus arriver. D'autres sont restés. Les assaillants ont réclamé de l'argent et ils ont tué les personnes* »[49]. Plusieurs maisons ont été incendiées ainsi que le bétail brûlé vif par les rebelles, Kanyinya, Murambi et de Ramvya.

Contrairement aux autres sites qui étaient régulièrement attaqués, celui de Bukeye était épargné. Durant toute la crise, aucun dégât humain et matériel n'avait jamais été enregistré. Seuls des cas de coups et blessures causés par la consommation clandestine de la bière locale prohibée « kanyanga », étaient enregistrés. Signalons enfin, qu'un climat de mésentente se créait entre Burundais et Tanzaniens communément appelés « Baha ». Une fois qu'un paysan burundais se rendait en Tanzanie, et qu'il rencontrait sur la frontière à la Malagarazi certains Tanzaniens, ceux-ci, munis de bâtons, le frappaient et rançonnaient ses biens.

[49] YOBOKA, J., témoignage, février 2013.

II.1.2. Les sites de Nyakazi I et II

A l'Est, sur la frontière tanzanienne, les sites de Nyakazi abritaient les gens venus principalement des foyers situés sur les collines de Nyakazi, Nyarubanga qui était stratégique pour les rebelles parce qu'ils l'utilisaient pour attaquer toute la commune et même les contrées environnantes pour se replier soit à Kayogoro vers Mayange ou en Tanzanie. Ces sites étaient régulièrement attaqués par les rebelles qui s'installaient dans les communes frontalières avec la Tanzanie surtout celle de Kayogoro qui servira de base arrière pour attaquer la commune de Kibago et celle de Bukemba (SOSUMO).

Ainsi, Ces sites avaient accueilli beaucoup de déplacés de Kibara et de Mibanga en commune de Kayogoro à partir du 26 août 1999, fuyant les combats entre les F.A.B et les F.D.D. En effet, en date du 12 juillet 1999, les assaillants avaient attaqué les sous-collines de Gikama, Gituguta et Ruremba en provenance de la Tanzanie. Lors de cette attaque, des maisons dont le nombre n'était pas connu ont été incendiées poussant la population à se déplacer vers les positions militaires de Nyakazi. Après le départ des militaires qui étaient basés à Nyakazi II, « *surtout que ce site avait été créé à titre provisoire seulement* »[50], les déplacés de Bukeye-Nyakazi vivaient dans une psychose de la peur d'une attaque éventuelle par les rebelles présents dans les villages de Biharu et Nyamugari en Tanzanie, frontaliers avec ces sites, et surtout qu'ils étaient sans protection. « *Tantôt, les militaires partaient ou revenaient, nous étions dans une instabilité totale à cause de ces départs répétitifs* »[51].

Ainsi, les déplacés de Nyakazi et de Bukeye vivaient dans des conditions très difficiles. Ils n'avaient pas reçu d'aides depuis l'attaque de 1999 qui avait coûté la vie aux déplacés du site de Nyakazi ainsi que la destruction de leurs *sheetings* et de leurs biens. L'année 1999 avait été caractérisée par une carte sécuritaire très déplorable pour les déplacés de toute la commune.

[50] NGENZIRABONA, E., témoignage, février 2013.
[51] BUTOYI, M., témoignage, février 2013.

II.1.3. Les sites de Kivoga, Jimbi, Mbizi et Muhagaze

A partir de la 2ème semaine du mois de janvier 1999, date à laquelle cette commune avait été envahie par les rebelles en provenance de la Tanzanie, toute la population de la zone Kibago s'était déplacée vers les centres de déplacés surtout vers les positions militaires de Kivoga, Jimbi, Mbizi et Muhagaze.

II.1.3.1. Le site de Kivoga

Le site de Kivoga situé au sud-ouest de la zone Kibago et frontalière avec le village de Kibande en Tanzanie, avait vécu des événements douloureux durant toute la crise qui avait secoué la commune. En effet, il faisait l'objet d'attaques incessantes par les bandes armées qui avaient causé beaucoup de pertes matérielles et humaines. Un climat de tension lié aux rumeurs qui faisaient état de la présence d'assaillants dans le village voisin tanzanien (Kibande), menaçait vivement cette population et avait poussé certains éleveurs à se déplacer avec leurs troupeaux loin, dans les régions où la sécurité était relativement bonne. Le phénomène de rumeurs, nous dit D. Niyondiko, « *est un processus par lequel des nouvelles se répandent et souvent se déforment sans passer par les canaux établis. Elles surviennent dans les périodes de tensions, de guerre, d'attaques, de crise socio-politique, autour d'événements nouveaux* »[52].

A partir de ce moment, la population s'était déplacée en masse vers le centre de santé de Kivoga sur une position militaire où elle résidera jusqu'à la fin de 2004. Ce site avait accueilli des gens venus des collines Kivoga, Makaka, Murambi et Rubimba. Cette population vivait dans une psychose de la peur à cause de ces attaques. Dans la nuit du 19 au 20 mars 2003, une attaque effectuée par des rebelles dans ce site avait causé beaucoup de dégâts, en l'occurrence : des vaches volées, blessées et tuées par bales et machettes ; des maisonnettes incendiées et des personnes tuées. Léonidas Gasirimu témoigne à propos de cette attaque : « *En cette nuit longue et inoubliable dans ma vie, j'avais perdu vingt vaches* »[53]. D'autres déplacés de la même zone étaient aussi dans une misère totale causée par les différentes attaques.

---

[52] NIYONDIKO, D., *Module de formation sur la gestion des rumeurs,* Search for Common Ground, Bujumbura, 2006, p. 18.

[53] GASIRIMU, L., témoignage, avril 2013.

II.1.3.2. Les sites de Jimbi

A partir de juillet 1997, la commune vivait dans un climat de tension causé par des attaques qui avaient frappé à trois reprises cette commune : le 30 juin, le 4 et le 9 juillet de la même année. Ces attaques avaient ainsi provoqué des cas de morts et de déplacements des gens vers les centres de déplacés de Jimbi sur le chef-lieu de la commune et Kibago, dans les écoles primaires et secondaires, et dans les églises catholiques et protestantes les autres ont fui vers Mabanda. Dans les centres ci-haut cités, les déplacés s'évaluaient à 2037, soit 910 à l'école primaire de Jimbi, 100 à l'église de Jimbi et 1027 à celle de Kibago. 191 étaient des « dispersés », leurs maisons avaient été incendiées[54]. Ils avaient besoin de quoi se nourrir, se vêtir et où se loger. Les élèves avaient perdu tout le matériel scolaire. Au départ, cette situation de déplacement concernait les enfants, les femmes et les vieillards. Pour les hommes valides, ils étaient obligés de rester chez eux sur les rondes. Mais, à la suite de la recrudescence des attaques, eux aussi avaient regagné les camps de déplacés.

D'autres vivaient en dehors de leurs ménages, dans des bananerais et des buissons à cause des séquelles de la crise. Cette commune connaissait un problème de déplacés « partiels » qui étaient à l'école primaire de Jimbi. En effet, la journée, s'il n'y avait pas de rumeurs qui circulaient, tout le monde rentrait et vaquait normalement à ses activités quotidiennes et retournait au centre de déplacés le soir. Ils étaient environ au nombre de quatre cents (400)[55]. Ces camps de déplacés étaient considérés comme des sites « dortoirs ». Des cas de vols d'argent et de produits vivriers étaient enregistrés comme l'indique cette personne rencontrée dans la cellule de Ruremba qui a été victime d'un vol de deux cent mille francs : « *J'étais aux rondes avec les autres, les fauteurs ont ligoté ma femme et mes enfants, et leur ont empêché de crier au secours. Ma femme a été victime d'un viol sexuel devant mes enfants ...* »[56].

Toutefois, ces personnes se trouvaient dans un état de détresse, étant donné qu'aucune aide ne leur avait été octroyée depuis le début de la crise ; il en était de même pour les sites de Mbizi et Muhagaze.

---

[54] Archives communales, *Rapport de juillet* 1997.
[55] Archives communales, *Rapport mensuel du mois de mai* 1997.
[56] An., témoignage, avril 2013.

II.1.3.3. Les sites de Mbizi et Muhagaze

La population de Mbizi, elle aussi, a été profondément touchée par cette mobilité forcée. A la suite d'une attaque perpétrée à Mugina en commune Mabanda via Kabonga en Tanzanie, en date du 27/10/1997, cette population s'est déplacée vers le centre de Mbizi et plus tard vers celui de Muhagaze, et y avait logé de même que leur bétail. La population de Muterama à Mbizi se déplaçait vers Gahama en commune de Mabanda, pour rentrer le matin. Les hommes se déplaçaient en même temps que les femmes. Toutefois, beaucoup de coups de feu étaient régulièrement entendus souvent dans ce site d'une part, à cause des personnes qui tiraient gratuitement et les autres détenteurs d'armes commençaient à tirer en désordre ; ce qui poussait la population du camp à loger en dehors du site de peur d'être tuée.

D'autre part, par des rebelles qui tiraient sur cette population déplacée ; ce qui est contre les conventions de Genève selon lesquelles, « *Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne devront être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violences dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile* »[57]. Mais cela n'a pas empêché des attaques incessantes sur ces civils innocents, comme celle perpétrée dans la nuit du 20-21 septembre 2003, sur les sites de Mbizi et Muhagaze où 42 vaches ont été volées et des personnes tuées dans leurs sites, surtout les jeunes gardiens de la paix et les élèves en vacances ; 52 maisons ont été brûlées ainsi que leur contenu[58]. « *Les FDD ont délibérément tué un grand nombre de civils sur notre colline, y compris mon fils* »[59]. La logique de la guerre était comme celle décrite par Chrétien et Mukuri dans leur ouvrage « *La fracture identitaire* ». Ils disent : « (...) *Des familles entières ont été éteintes. Qu'il s'agisse de vieux et vieilles centenaires, des hommes valides ou infirmes, des femmes, jeunes ou vieilles, des jeunes filles ou garçons, ..., tous étaient massacrés* »[60].

---

[57] Article 4, Protocole II aux conventions de Genève du 12 août 1949, cité par Human Right Watch, *Les civils pris pour cible. Une guerre Civile par Personnes interposées au Burundi*, New York, Washington, Londres, Bruxelles, 2001, p. 34.

[58] Archives communales, *Rapport du mois de septembre 2003.*

[59] NIYONIZIGIYE, M., témoignage, avril 2013.

[60] CHRETIEN, J.P. et MUKURI, M., *Burundi, La fracture identitaire : logique de la violence et certitude ethnique,* Paris, Karthala, 2002, p. 108.

Après les attaques, de ces localités, à Muhagaze, il y avait une crise de mortalité au niveau des jeunes. Ils ont eu peur et n'ont pas continué à exécuter les rondes comme il fallait. La population de Mbizi et de Muhagaze était toute sur des positions militaires. Mais pour la zone de Kiyange, une grande partie de la population avait franchi les frontières en direction de Mutabira en Tanzanie.

II.1.4. Le site de Kiyange

La zone de Kiyange a été le théâtre de beaucoup de combats entre les FAB et les mouvements armés, surtout le CNDD-FDD, des vols et d'enlèvements des jeunes pour les enrôler dans ce mouvement. Les collines touchées étaient surtout Kiyange et Migongo. En effet, en date du 30 avril 1997, des personnes ont été enlevées et tuées dont le chef de cellule Migongo et président du comité de sécurité dans une attaque menée par les rebelles.

Ainsi, sur ces collines, la population affichait un comportement de peur et de manque de confiance dans les responsables surtout après cet enlèvement des deux autorités de cette colline. Depuis cette période, la population commence à s'installer dans le site de déplacés sur une position militaire située au centre de santé de Kiyange. Aussi, les fidèles de l'E.U.S.E.BU, selon l'administrateur de l'époque, « *favorables à voir le comportement qu'ils avaient affiché envers l'ennemi, faisaient peur à la population parce qu'en ce moment, ils fuyaient en masse vers la Tanzanie. Cela était surtout l'apanage de leurs anciens chefs, qui les avaient appelés à partir de la Tanzanie où ils étaient allés juste après l'attaque de la commune* »[61].

Néanmoins, ce site frontalier avec la commune de Kayogoro avait enregistré beaucoup de déplacés y compris ceux de Rusovu et Kibara en provenance de cette commune voisine. En dates du 9 juin au 21 septembre 1999, les rebelles ont encore une fois attaqué le site ; ils ont pillé et brûlé les maisonnettes, tous les documents du bureau zonal et toutes les boutiques des centres de négoce de Kiyange et de Migongo. Au cours de cette attaque, des personnes ont été brûlées et tuées tandis que d'autres ont été enlevées et portées disparues. « *Mon enfant a*

[61] NIYONZIMA, D., témoignage, avril 2013.

été brûlé vif pendant cette attaque. C'est un événement que je n'oublierai jamais dans ma vie »[62], nous a déclaré cet habitant de Kiyange-Kigwati.

Dans cette même zone, un climat de menace par des tracts aux gens et aux responsables administratifs, qui ne soutenaient pas les membres du CNDD-FDD a été observé, comme l'indique le chef de zone de l'époque.

En somme, jusqu'en 2003, des attaques ont été perpétrées dans tous les coins de la commune. Plusieurs têtes de petit et de gros bétail, de l'argent et beaucoup d'objets ménagers ont été volés dans toutes les zones de la commune, comme en témoigne cette jeune femme : «*Nous avons passé dans plusieurs difficultés. C'est comme mettre un enfant au monde : si on perd un enfant, on espère en avoir un autre. La guerre nous a ralentie mais malgré cela, nous continuons à vivre*»[63]. Aussi, « *Les rebelles agissaient par pillages des entrepôts alimentaires, le vol des médicaments, l'escorte des convois de vivres, l'enlèvement des travailleurs humanitaires libérés moyennant paiement d'une rançon...* »[64]. Cela avait activement participé à la croissance numérique des déplacés qui s'accompagnait d'un agrandissement de l'espace occupé.

II.2. La croissance de nouveaux sites

L'insécurité favorisa la croissance des sites, par conséquent des populations déplacées. Plusieurs facteurs expliquent cette croissance. D'abord, par un regain de mariages résultant d'un ajournement de certains mariages à cause de l'insécurité sociale, du manque d'un minimum pour fonder son foyer, du désarroi qui s'était emparé d'une société en guerre. La volonté de faire certaines unions encouragées par le non contrôle de l'Etat-Civil, qui exigeait peu de moyens par rapport à ceux employés en temps de paix.

De façon générale, il faut noter que les sources montrant les effectifs de déplacés n'indiquent pas les même chiffres. Cependant, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires créé pour s'occuper des sinistrés a essayé de dresser des chiffres comme l'indique le tableau suivant :

---

[62] BATWENGA, témoignage, mars 2013.
[63] NIYONZIMA, M., témoignage, avril 2013.
[64] BALENCE, J.M., et LA GRANGE, Les *nouveaux mondes. Rebelles, conflits, terrorisme et contestations*, Paris, Michalon, 2005, p. 163.

on la laissait là et on partait comme ça »[88]. Cependant, le souvenir le plus douloureux pour ces populations, résidait dans la perte de leurs biens pendant la période des affrontements.

Quand elles se souviennent de ce qu'elles avaient laissé en ces temps-là, leurs maisons remplies de vivres et d'autres équipements qui y ont été brûlés, et que leurs champs ont été détruits par les feux alors que non loin de là elles croupissaient dans la misère, réduites à la mendicité ; c'est encore de mauvais souvenirs.

Dès lors, les bonnes relations qui caractérisaient les familles d'autrefois ont cédé la place à un égocentrisme accru. De là, est né l'éloignement entre les gens qui, depuis les temps anciens, avaient une même vision de l'avenir et du « vivre ensemble ». Les conditions de vie auxquelles était soumise cette population, avaient profondément modifié la vie du couple dans les camps de déplacés.

III.1.1. La vie du couple dans les camps de déplacés

Malgré le nombre important de veufs, certains couples ont pu arriver encore vivants dans le camp et beaucoup d'autres regroupés dans la plupart des cas par famille devraient être en faveur d'une cohabitation du couple au sein du camp. Même si cette cohabitation existait, elle n'était que l'apparence d'une vie normale du couple. Elle cachait des perturbations profondes qui n'existaient pas avant la crise ou qui ont été aggravées suite à cette dernière. Les problèmes auxquels le couple était confronté c'était essentiellement des disputes au sein du couple, le cas de polygamie, la séparation, bref, une vie conjugale qui n'était plus comme avant. « *C'est l'évidence qu'en changeant le milieu, on acquiert de nouveaux comportements consécutifs à ce changement* »[89]. Le comportement nous dit Tieruerhalten, est, « *l'ensemble des activités manifestes déployées par un animal ou un individu, en réponse aux sollicitations émanant de son environnement* »[90].

---

[88] SABIMANA, S., témoignage, févier 2013.

[89] BUKURU, G., *Etude des problèmes psychosociaux rencontrés par les déplacés dans leurs sites : cas du site de Gatumba, mémoire,* U.B., FPSE, Bujumbura, 2001, p. 28.

[90] Cité in N. SILLAMY (sous la dir), *Dictionnaire encyclopédique de psychologie*, vol 2, Paris, Bordas, 1980, p. 38.

Dans les camps, la promiscuité était une réelle entrave à la vie conjugale du couple. Pour les femmes, les hommes étaient les premiers responsables de cette situation. Selon elles, leurs maris se méconduisaient en vendant une partie de l'aide reçue ou avec l'argent qu'ils pouvaient gagner, pour acheter des cadeaux (bière, savon, produit de beauté...) à de jeunes filles ou de jeunes veuves au détriment de leurs propres femmes et de leurs enfants.

Aussi, faut-il remarquer que la prostitution due, on l'imagine, à la promiscuité et à la pauvreté minait les relations conjugales. D'une part, l'homme était attiré par les jeunes filles et les jeunes veuves ; d'une autre part, ces dernières intéressées par les cadeaux de la part des hommes se laissent entraîner dans cette pratique. Celle-ci aura nécessairement des conséquences sur la santé publique.

D'après l'enquête menée auprès des ex-déplacés de Jimbi au sein de la population mariée, il ressort que les personnes déplacées éprouvaient de sérieux problèmes relatifs aux relations sexuelles, comme le déclare cette dame rencontrée sur cette même colline : « *Jewe umugabo yari yarantaye mu mpisho. Kugera ubu abagabo n'abagore ntibagishize hamwe* » [91], ce qui peut se traduire : « moi, mon mari m'avait abandonné discrètement. Actuellement les conjoints sont en mauvais termes ».

Ainsi, ce problème de relations sexuelles au niveau du couple avait entraîné à son tour un mauvais climat entre conjoints et un relâchement dans leurs responsabilités : « *Twebwe abakenyezi twarahamererewe nabi cane. Kera umushingantahe yahora afata umukenyezi wiwe neza kuko nawe atashe yamwakira neza* » [92]. Ce qui peut se traduire : « nous les femmes, nous avons beaucoup souffert. Dans le temps, l'homme entretenait convenablement sa femme parce que celle-ci lui réservait un bon accueil à son retour ». La promiscuité qui prévalait dans les camps induisait ainsi de nouveaux comportements parmi les adolescents, habitués à partager l'espace réduit avec leurs parents et qui se traduisent, entre autres, par le vagabondage sexuel, la prostitution, etc.

---

[91] An, avril 2013.
[92] NIYONGERE, C., témoignage, avril 2013.

Du fait de cette promiscuité, la distance sociale entre parents et enfants s'est excessivement rétrécie, avec ce que cela implique comme perte de contrôle social, préfigurant l'avènement d'un nouvel ordre moral et social dont la marque essentielle sera l'absence de normes. Nombre d'ex-déplacés interrogés insistent sur ces dérèglements marqués, entre autres, par l'absence des interdits sociaux du fait que les parents étaient obligés de dormir côte à côte avec leurs enfants majeurs, etc.

En somme, au niveau du couple, la grande majorité des gens interrogés est unanime pour reconnaître que la promiscuité et les conditions de vie difficiles dans les camps ont contribué à la dislocation des couples, et qu'une autonomie garantissant un minimum de chez soi, la sauvegarde de l'intégrité morale du couple reste difficilement envisageable. Vu les conditions sociales qui régnaient dans les camps (la perturbation de la vie conjugale, les disputes entre conjoints, divorce, etc.) les conjoints n'avaient plus d'occasion de se rencontrer dans leur intimité au sein du foyer. Ainsi, la débauche sexuelle devenait un phénomène inhérent au camp de déplacés.

Les déplacés étaient menacés par les problèmes liés aux conditions de salubrité, d'hygiène et par des exactions commises par les militaires de l'armée régulière et les rebelles.

III.2. Conditions de salubrité et d'hygiène

Il était évident que le gouvernement et les forces armées n'avaient pas pris « toutes les mesures » pour accueillir la population soumise au déplacement forcé par la guerre. Dans la plupart des cas, le gouvernement n'avait absolument rien préparé au niveau du logement, de l'hygiène, de la salubrité et de l'alimentation dans ces camps de déplacés. Rien n'avait été prévu par le gouvernement ou l'armée en ce qui concerne l'approvisionnement des camps en eau potable et en vivres.

Toutefois, en raison du peu de temps imparti pour se rendre dans les camps, les civils ont dû construire des logements de fortune à partir des matériaux de construction qu'ils ont pu trouver près des camps. Rien n'avait été prévu au niveau des égouts, des latrines et autres aménagements nécessaires pour assurer

de bonnes conditions d'hygiène. Ngayimpenda indique à ce sujet que : « *Certains événements comme les massacres ou les déplacements des populations qu'ils entraînent ont une résonnance démographique immédiate, d'autres comme la déstabilisation des services de santé ou la destruction des infrastructures y relatives, la détérioration des conditions de l'hygiène et l'aggravation des conditions nutritionnelles produisent des effets* »[93].

Les conditions dans les camps de déplacés n'ont cessé de se détériorer depuis leur création dans la commune. Ces camps étaient surpeuplés, les résidents à l'étroit, les logements précaires et les infrastructures pour l'élimination des eaux usées et déchets étaient largement insuffisantes. Comme le déclarait l'administrateur de l'époque, dans son rapport annuel, exercice 2003 : « *Les déplacés de tous les sites dans notre commune vivent dans des conditions très difficiles. Ils ont eu des aides de la part de certaines ONG, mais l'aide matérielle reste toujours nécessaire. Les maisonnettes aux sites de déplacés sont vieilles et il faut des sheetings. Celles de Mbizi se sont écroulées à cause d'abondantes inondations* »[94].

Beaucoup de cas de paludisme, de maladies respiratoires, ont été signalés au cours de l'année 2003. « *Une prolifération des maladies de la peau, voire des vers intestinaux et autres conditions liées au surpeuplement et au manque d'hygiène, ont atteint un niveau très élevé. Le problème de manque de médicaments et de l'eau potable a persisté dans cette commune. Les vivres se faisaient rares, en partie à cause de l'interruption de la production des denrées alimentaires découlant de la crise. Résultat, des maladies de carence nutritionnelle ou endémo-épidémique, l'arrêt de la croissance des enfants et la mal nutrition sévissaient* »[95]. Et Ngayimpenda de conclure, « *Les maladies ont fait plus de victimes que les massacres* »[96]. A côté des mauvaises conditions de vie dans les camps de déplacés, la population était soumise aux exactions et aux travaux forcés.

---

[93] NGAYIMPENDA, *Crise socio-politique et destruction des ménages au Burundi*, Bujumbura, février 1999, p. 29.
[94] Archives communales, *Rapport annuel,* exercice 2003.
[95] KARENZO, S., témoignage, février 2013.
[96] NGAYIMPENDA, E., *op. cit.*, p. 30.

III.3. Exactions et travaux forcés

III.3.1. Exactions commises par les belligérants

Depuis la naissance du CNDD-FDD, les violences rebelles et les représailles de l'armée régulière avaient fait beaucoup de morts. « *A biens des égards, la fermeté de l'engagement d'un gouvernement en faveur des droits de l'homme se juge à son attitude lorsqu'il est confronté à une situation politique difficile ou à une rébellion interne* » [97]. Le gouvernement du Burundi était malheureusement loin d'avoir eu une conduite exemplaire jusqu'ici.

Plusieurs témoignages dans la commune laissent imaginer l'excès de violences. Pour Michaud, « *Il y a violence quand dans une situation d'interaction, un ou plusieurs acteurs agissent de manière directe, massée ou distribuée, en portant atteinte à un ou plusieurs autres et à des degrés variables, soit dans leur intégrité physique, soit morale, soit dans leurs possessions, soit dans leur participation symbolique ou culturelle à une quelconque activité* »[98]. Cet auteur conçoit la violence essentiellement dans l'usage de la force et du recours à la contrainte comme critère de résolution des problèmes. En effet, les rebelles n'hésitaient pas à attaquer et exécuter sommairement les civils regroupés dans les camps de déplacés, tuaient, brûlaient leurs maisonnettes en plus des blessés. Pour subvenir à leurs besoins, ils pillaient souvent les récoltes et autres biens civils, contribuant à répandre la famine et la pauvreté dans le pays en général et dans la commune de Kibago en particulier. Ils avaient contraint certains civils Hutu à vivre dans des zones qu'ils contrôlaient, les prenant en fait en otage et les obligeant parfois à préparer la nourriture pour eux ou à effectuer d'autres tâches. Souvent, ils étaient victimes pendant les affrontements entre les belligérants.

Bien plus, les différents rapports annuels de 1999-2003, ne rapportent que les tueries commises par les bandes armées dans les différents sites de déplacés répartis sur le territoire. Il importe d'ajouter enfin que sur des positions militaires éparpillées dans la commune, pas mal de personnes y étaient emprisonnées dans des fosses puis torturées, voire lynchées, accusées soit, de collaborer avec les

---

[97] AMNESTY INTERNATIONAL, *Ouganda : les droits de l'homme en danger*, les Editions francophones d'Amnesty International, septembre 1992, p. 31.

[98] MICHAUD, y., *La violence*, 1ère Ed, Paris, PUF, 1986, p. 9.

rebelles ou de boycotter les rondes nocturnes. D'autres étaient tuées par bales lors des sorties ou entrées nocturnes improvisées dans le camp. Un informateur rencontré à Bukeye le confirme : « *C'était vers 19 heures, mon voisin a été tué par bales. Ce dernier n'a pas voulu s'arrêter sur les recommandations des Forces de l'ordre qui effectuaient un travail de nuit dans notre site* »[99].

Cet ex- jeune gardien de paix en témoigne aussi : « *J'ai reçu des coups de bales pendant la nuit, alors que j'avais avisé les militaires qui étaient sur la garde avant de quitter le camp. Dieu merci, je n'y ai pas péri...*»[100]. Selon Achille Mbembe, « *qu'on le veuille ou non, la réalité de la violence en Afrique est massive. Des pratiques multiformes, ont cours. Certaines sont suffisamment formalisées et routinières pour qu'on puisse les identifier et les décrire* »[101].

Plusieurs personnes ont été torturées physiquement : parmi eux, Serge Minani a été le plus touché, comme il en témoigne : « *J'ai été très sérieusement battu par les militaires, de n'avoir pas révélé l'information, selon laquelle les rebelles seraient passés aux environs ; alors que je ne savais rien. Mes bras sont paralysés, aujourd'hui, je ne fais aucun travail manuel à cause des tortures subies* » [102]. Partout dans la commune, les civils nous ont déclaré qu'ils se sentaient pris entre deux feux. « *Les gens étaient battus s'ils rentraient tard de leurs champs, s'ils violaient le règlement du camp, ou simplement s'ils agaçaient les gardes du camp* »[103], nous a déclaré cette dame rencontrée à Muhagaze. Ils ne savaient à quel maître se confier : « *nous étions dans l'ombre en ce qui concerne la prise de décision* », continue cette même dame. S'ils appuyaient les FDD, ils pouvaient être arrêtés et tués par les forces armées. S'ils refusaient d'appuyer les insurgés, ils craignaient d'être considérés comme des collaborateurs. D'autres vices rencontrés dans les sites, étaient des travaux forcés subis par les populations civiles.

---

[99] AN, témoignage, avril 2013.
[100] NDIKUMANA, D., témoignage, avril 2013.
[101] Achille MBEMBE, cité par BIRABUZA, A., *Le mal burundais ou l'involution d'une vieille nation*, Ed, de la Renaissance, Bujumbura, avril 1998, p. 7.
[102] MINANI, S., témoignage, février 2013.
[103] SINIREMERA, D., témoignage, avril 2013.

III.3.1.1. Les travaux forcés

Le travail forcé dans les camps de regroupements était une pratique très répandue. Des témoins à Kibago nous ont rapporté que les forces armées exigeaient que les habitants des sites fournissent du bois de chauffage et de l'eau aux troupes, sans être payés en retour.

En vertu de l'Article 8 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, « *Nul ne sera astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire* »[104].

Cependant, comme les effectifs des forces armées augmentaient, les militaires exigeaient que les hommes leur fournissent du bois de chauffage et les femmes de l'eau, deux fois la semaine. Ce travail forcé exigé aux citoyens déplacés violait donc les obligations interdisant l'application du travail forcé. En effet, la convocation de l'Organisation Internationale du Travail sur l'Abolition du Travail Forcé de 1959 interdit expressément le travail forcé « *en tant que mesure de coercition ou d'éducation politique* » et « *en tant que mesure de discrimination raciale, sociale, nationale ou religieuse* »[105]. Si les habitants du camp ne travaillaient pas pour les soldats, ils étaient battus, frappés à coup de crosse de fusil ou risquaient d'en payer autrement les conséquences.

Aux horreurs de la guerre s'ajoutent les effets destructeurs, surtout sur les populations civiles : des mines terrestres explosaient quotidiennement aux alentours des camps de déplacés, dont de nombreuses localités sont encore truffées, notamment dans les vallées de la Malagarazi, une des régions les plus touchées par ce drame. « *Les mines posées sur la route semblaient s'inscrire dans la stratégie des FDD de décourager le commerce et d'ébranler l'activité économique, stratégie qui s'est traduite également par des embuscades tendues aux véhicules* »[106]. C'est dans ce contexte d'insécurité grandissante que le Ministère de la Défense avait déployé des militaires dans les zones d'insécurité.

---

[104] Article 8, Pacte *international relatif aux droits civils et politiques, résolution 2000 A (XXI) de l'Assemblée Générale des Nations Unies, 16 décembre 1996. Entrée en vigueur : le 23 mars 1976,* cité par Human Rihgts Watch, *op. cit*, p. 87.

[105] Article I, *convention sur l'Abolition du Travail Forcé, Organisation Internationale du Travail. N°105, 320 UNTS 291, entrée en vigueur le 17 janvier 1959,* cité par Human Rihgts Watch, *op. cit*, 87.

[106] NZOHABONAYO, B., *Rébellion et population au Burundi : étude menée dans la commune de Murwi et de Buganda en province de Cibitoke 1990-2005, mémoire,* U.B., FLSH, Bujumbura, 2011, p. 42.

Ainsi, les déplacés de Kibago ont bénéficié de la protection des forces armées militaires.

III.4. Protection des déplacés

Les camps de déplacés étaient régulièrement la cible des attaques rebelles. Pendant la nuit, tous les hommes et jeunes valides devaient participer aux rondes nocturnes en vue de protéger les leurs. « *La nuit, les militaires passaient sur les rondes pour un contrôle, quiconque osait passer outre cette mesure était taxé d'une amande selon les circonstances et du moment* »[107].

Notons toutefois que ces mêmes militaires et jeunes gardiens de la paix constituaient parfois eux-mêmes des sources d'insécurité. Certains d'entre eux se livraient à des actes de pillages sur les collines éloignées de leurs positions. Ils s'immisçaient souvent dans les affaires administratives et n'hésitaient pas d'user de la violence, de viols et de tortures, etc.

Parfois, ils infligeaient à la population des punitions dégradantes pour des fautes aussi simples que la bagarre entre le mari et sa propre femme, des querelles dues à l'ivresse, l'absence à la ronde ou le non fourniture de bois de chauffage pour les militaires. « *Les responsables des positions de rondes de nuit devaient être sanctionnés par une amende de bien de cinq mille frs (5000Fbu) et de trois mille frs (3000Fbu) par toute autre personne qui s'absentait aux rondes de nuit* »[108].

Du moins, bien que les uns et les autres (F.A.B. et F.D.D.) se disent être les défenseurs de la cause populaire, leur relation avec cette population était peu correcte; « *Les rebelles en étaient au même point que les soldats. Ils menaçaient les gens, exigeaient de l'argent et de la nourriture* », confirme HRW.

Se rendre dans les camps de déplacés, c'était abandonner tout de ce qui est de l'enclos familial ; ne pas quitter le village, on risquait d'être considéré comme collaborateur avec les rebelles par les soldats. « *Quiconque était surpris dans la zone ainsi dégagée était considéré a priori comme hostile à l'armée* »[109]. La population ne savait à qui se fier, elle était prise entre deux feux. « *Nous ne*

[107] NYAMBIKIYE, P., témoignage, avril 2013.
[108] Archives communales, *Rapport du mois de novembre 1997*
[109] NDIKUMANA, témoignage, février 2013

faisions confiance à personne, ni aux soldats de l'armée régulière, ni aux rebelles en ce qui concerne le mauvais traitement. Nous étions sous les ombres en ce qui est de la décision à prendre en ces temps-là »[110], cette personne enquêtée à Kiyange.

La situation était tellement préoccupante qu'il s'avérait nécessaire de prendre des mesures de sauvetage. Les stratégies qui vont être adoptées par la population sont, entre autres, la ruse et le silence.

- **La ruse** :

Parmi les stratégies que la population de la commune Kibago va adopter, la pratique de la ruse va se porter à un niveau plus haut. Cette pratique qui, selon Maffesoli, « *est une forme spécifique de résistance qui permet la conservation de soi (...), cette tenue du camouflage permettant d'exister et qui constitue en quelque sorte le maquis qui permet de résister aux dures lois de la nécessité sociale* », renvoie le plus souvent à une dégradation et à une perte de la force du groupe qui la subit. « *La journée, on apportait de l'eau et du bois de chauffage aux militaires. La nuit, c'était la collecte des vivres pour les rebelles* »[111].

Dans la guerre et pour échapper au mauvais traitement de la part de belligérants, beaucoup de gens de la région avaient adopté ce comportement qui, continue Maffesoli, « *revêt une identité de caméléon dans une jungle aux obstacles multiples* »[112]. Pour lui donc, l'homme doit changer de peau pour pouvoir survivre, doit être polythéiste pour pouvoir satisfaire tous les dieux. En un mot, il doit savoir profiter de l'ombre pour échapper à la manipulation de son entourage et de cela pouvoir survivre.

- **Le silence** :

Le silence était aussi une autre manière de fuir qui avait été adoptée par cette population dans la violence politique qui avait secoué notre région d'étude. En effet, « *A partir du silence, de la discrétion, naissent des pratiques qui assurent des identités de base et des puissances qui leur sont corrélatives.*

---

[110] MANIRABONA, F., témoignage, mars 2013
[111] BIRYUMUGUMYI, G., témoignage, mars 2013.
[112] MAFFESOLI, M., *Essais sur la violence banale et fondatrice*, Paris, CNRS, 2009, p. 181.

Elles désamorcent sans bruit et sans éclats le mécanisme qui fait de chaque individu une fonction dans une machine sociale » [113].

Avec une telle attitude, personne ne saura quelle est l'opinion qui est en ligne. Elle permettait à la population d'échapper aux manipulations de tous genres, et la vie en était épargnée. « *Lorsque les rebelles passaient chez nous, personne n'osait révéler l'information aux militaires ou à l'administration locale de peur d'être accusé de collaborer avec les rebelles* »[114].

Le silence est donc une énergie très manifeste qui permet d'échapper à la machine sociale dans toutes ses manifestations. Elle renferme la force du camouflage plus même que la ruse. L'affrontement devient presque impossible dans une situation de silence ; contrairement à ce qui peut se passer dans une atmosphère de bourdonnement. Voilà comment la population de Kibago a pu vivre dans les différents sites protégés par les militaires de l'armée régulière. Cette guerre civile avait participé à l'appauvrissement général de la population, poussant ainsi les déplacés à s'adapter aux nouvelles conditions économiques dans les camps de déplacés.

III.5. Les conditions économiques

Au Burundi, plus de 90% de la population pratiquent l'agriculture associée à l'élevage. Suite à la crise qui avait frappé notre pays, une partie de la population déplacée en commune Kibago n'avait plus d'accès à la terre et dépendait de l'aide alimentaire qui devenait au fil du temps rare et irrégulière.

N'ayant plus d'autres sources de revenus, les déplacés ont eu beaucoup de difficultés pour couvrir les besoins personnels et familiaux. Pour faire face à ce défi, la majorité des déplacés souhaitait avoir un petit capital pour se débrouiller dans le commerce afin de trouver les moyens de vivre.

Les jeunes filles surtout, souhaiteraient avoir à leur disposition une caisse de bière « Primus » pour gagner un peu d'argent. En plus, il y avait une multiplication sans cesse croissante de petits bistrots et de boutiques. Ceux-ci aidaient les propriétaires à surmonter les difficultés économiques. Evariste

[113] Ibidem.
[114] BUCUMI, L., témoignage, février 2013.

Ngayimpenda souligne que les conditions de vie nées de la crise ont introduit de nouveaux comportements économiques :

« *Il est symptomatique qu'un nombre impressionnant de sinistrés inscrivent dans leurs perspectives économiques l'intégration des activités commerciales, artisanales, de petit élevage, en même temps que d'autres expriment un ardent désir pour une formation professionnelle quelconque, même s'ils constituent à considérer que l'agriculture reste leur activité première* »[115].

De nouvelles pratiques qui étaient jusque-là observables dans les villes pénètrent progressivement le milieu rural via les sites de déplacés. C'est ainsi qu'on rencontrait la vente en détail de tous les produits agricoles et les mentalités changent au fil du temps. Les déplacés achetaient facilement et avec peu de complexe. Pour remédier à ce problème de terre cultivable, la culture de nouveaux produits, à saison culturale et très rentables, ont été introduits. C'est le cas de produits maraîchers ainsi que d'autres produits destinés à la vente (tomate, poireau, arbres fruitiers, ...).

Parallèlement, ils apprenaient et pratiquaient des activités génératrices de revenus. On trouvait facilement des cordonniers dans les camps de déplacés ou un réparateur de postes de radios, de vélos ou de motos. Les ateliers pour la fabrication des portes, chaises, fenêtres, tables, etc. étaient également visibles dans ces camps.

L'exode rural devenaient de plus en plus un phénomène important dans les camps de déplacés. Les jeunes désespérés pour leur avenir incertain se dirigeaient vers la ville de Bujumbura où ils pouvaient gagner une somme d'argent qu'ils partageaient par la suite avec leurs familles restées dans les sites de déplacés.

Incapables d'exploiter leurs propriétés à cause de l'insécurité, les déplacés étaient obligés de les exploiter à distance. Cependant, même là où les distances le permettaient, de nombreux déplacés n'osaient plus aller entretenir leurs champs, de peur de ne pas rentrer vivants, ou parce qu'ils pensaient que les rebelles ou d'autres malfaiteurs s'y seraient cachés et craignaient qu'ils pouvaient être

[115] NGAYIMPENDA, E., *op.cit*, p. 50.

victimes ou cibles d'attaques. Enfin, la distance parcourue ne leur facilitait pas l'exploitation de leurs champs car ils y arrivaient très fatigués et affamés et, à 15 heures précises, ils étaient obligés d'arrêter et de regagner leurs sites. « *Pour arriver dans notre site de déplacés, j'étais obligé de marcher plus de deux heures ; c'est ainsi que j'avais pris la décision de louer un petit lopin de terre aux environs du camp* »[116].

Devant l'ampleur de la situation, on verra que dans la région, certaines organisations internationales se sont investies pour secourir la population en détresse.

III.6. Assistance extérieure

Pour vivre, « *tout être humain a besoin d'un minimum vital (se loger, se nourrir et se vêtir). Ses besoins vont des plus élémentaires aux secondaires. Il y en a ceux qui sont offerts par le milieu naturel d'une part, et d'autres sont le fruit du travail d'autre part* »[117]. Cependant, les horreurs de la guerre ont interpellé les bienfaiteurs tant nationaux qu'internationaux pour assister les démunis et relancer les secteurs socio-économiques défectueux. Nous évoquerons des organisations qui se sont illustrées dans la fourniture des vivres et autres produits aux sinistrés, à l'appui aux vulnérables, la construction des écoles, etc.

Les déplacements massifs ainsi que l'embargo imposé à partir de juillet 1996 jusqu'à avril 1999, avaient obligé cette population à vivre dans des conditions de pauvreté, de promiscuité et de misère extrêmes. De surcroît, cette situation favorisait le développement des maladies telles que le paludisme et surtout la malnutrition grave chez les enfants et les vieillards.

III.6.1. Assistance humanitaire

L'action de ce que l'on pouvait appeler « Humanitaire », est définie de façon générale comme « *Une aide, un appui, une collaboration, un soutien demandé*

---

[116] MUNEGA, R., témoignage, mars 2013

[117] NDAYIZEYE, D., *La crise d'octobre 1993 et ses conséquences en commune Busoni*, mémoire, U.B., FLSH, Bujumbura, 2001, p. 53.

ou fourni par l'autrui, par une institution internationale, un organisme international, un navire, une personne privée »[118].

Par assistance, il faut entendre l'ensemble des programmes d'aides dont ont bénéficié les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Dans ce domaine, l'éventail des interventions et des intervenants était vaste qu'il n'y paraît au premier chef. D'un côté à l'autre de cette assistance se retrouvaient[119] :

- les projets déployés exclusivement en faveur des personnes déplacées ;
- les projets financés par les agences du système des Nations Unies (HCR/ PAM/FAO/UNICEF/IRC)
- les projets gouvernementaux (CNRS/PRASAB/DPAE/PREBU) ;
- les projets conduits par des associations de secours national (Croix-Rouge burundaise) ;
- les projets caritatifs propres à certaines paroisses ou regroupement religieux (paroisses anglicanes, diocèses, Eglises Baptistes et CEPEBU) ;
- les projets d'aide au logement sur les sites ou dans les localités de retour ;
- les projets d'assainissement et d'aménagement des systèmes hydrauliques ;
- l'assistance alimentaire, en articles domestiques, en matériel et matériau de construction et semences ;
- les projets d'élevage caprins ;
- les dons de médicaments et de moustiquaires.

Présentée de la sorte, cette énumération pourrait provoquer la question de savoir s'il était encore utile d'entreprendre quoi que ce soit en faveur des personnes déplacées, tant la couverture d'assistance paraît complète. Mais, à l'évidence, « *la réponse ne peut être que positive ; car tous ces projets n'ont pas été développés ensemble pour toutes les personnes déplacées. Extrêmement exceptionnels, presque singuliers même, sont ceux qui ont été orientés vers les communautés déplacées* »[120]. Ensuite, parce que ces projets se sont succédés dans le temps, faisant en sorte que certains ne produisaient plus aucun effet. Enfin, parce que les besoins d'hier ne sont pas ceux d'aujourd'hui et qu'un

[118] *Dictionnaire de la terminologie du droit international*, Paris, Sirey, 1960, p. 67
[119] Archives communales, *Rapport annuel exercice 2004*
[120] Niyonzima, D., témoignage, avril 2013.

programme de « care and maintenance » n'est pas un programme de fin de cycle de déplacement.

Cette assistance était constituée par l'aide d'urgence en vivres et autres produits, la scolarisation des élèves sinistrés indigents. Cette orientation visait un minimum de bien-être des personnes sinistrées. Pour ce fait, le gouvernement à travers le MRRDR, et comme consacré dans le Plan Global pour la Réhabilitation des Rapatriés et des Déplacés intérieurs, continuait à assister les sinistrés vulnérables sous forme d'aides en vivres et, en soins de santé, en minerval pour les élèves sinistrés indigents. Concernant l'assistance humanitaire aux sinistrés nous déplorons un manque de données régulières sur l'assistance des sinistrés de Kibago.

III.6.2. Assistance en vivres

Dans le domaine de l'alimentation, tous les ex-déplacés interrogés nous ont affirmé à l'unanimité que dans les sites, la vie était très dure dans les premiers jours. Sans provisions, sans ustensiles de cuisine, ils traînaient toute la journée dans les cours en attendant la nourriture. Des cris d'enfants affamés se faisaient entendre partout sans que personne ne puisse répondre favorablement à leur besoin. Comment donc se présentait l'Etat aux yeux des ex-déplacés de la commune Kibago ? Quelles sont les représentations de ces derniers sur l'Etat ? A ces questions, les réponses ont été rarement variables quand bien même les enquêtes n'étaient pas effectuées aux mêmes endroits. « *Mbega Leta yadutoza ikori tugorewe mu buhungiro, yaguma iduca amahadabu ngo ntitwitavye amakoraniro. Eka nta mutegetsi yadukunda* »[121]. Ce qui peut se traduire : « Et comment un Etat qui nous taxait des impôts dans les camps de déplacés, dans une situation de misère, qui continuait à nous obliger de payer des amendes sous pretexte qu'on s'absentait dans les réunions organisées. Non, je n'ai pas vu une autorité qui nous aimait ». C'est donc dire ici que l'Etat avait failli à sa mission de protection de sa population puisque selon Julien Nimubona, « *la légitimité de l'entreprise étatique, passe par sa lisibilité, sa visibilité et son efficience sur le terrain du monopole de la violence physique légitimé par le canal de sa direction*

[121] BIZOBAKORA, B., témoignage, février 2013.

administrative, sur le terrain de l'efficacité dans la régulation institutionnelle des conflits sociaux et politiques »[122].

L'Etat est perçu comme incapable de soulager la misère des gouvernés, de distribuer des dons à sa population. Or, l'absence ou la crise dans la capacité distributive entraîne la prolifération des allégeances et l'allégeance citoyenne ou nationale est mise à mal. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les réponses données par beaucoup d'ex-déplacés. « *C'est grâce aux bienfaiteurs que nous avons survecu, sinon l'Etat,...* »[123].

Excédées par la famine et obligées de s'adapter à ces nouvelles conditions de vie imposées par la guerre, certaines personnes avaient résolu le problème en prenant le chemin d'exil vers la Tanzanie, d'autres vers les régions plus ou moins sécurisées.

Ainsi, le ministère a été sollicité pour voler au secours des sinistrés qui subissaient les attaques des assaillants. D'autres organismes internationaux, ONG locales et internationales ont été aux côtés des déplacés. Plusieurs activités ont été menées dans des domaines très variés en vue de soulager la misère des sinistrés. Dès lors, la situation alimentaire s'est légèrement améliorée grâce à l'aide distribuée. Des ONG sont intervenues (PAM, IRC, Croix-Rouge, Caritas et Diocèse de Bururi) ont distribué des grains de maïs, de l'huile d'olive, du petit pois, etc.

Pour ce qui est des aides matérielles, il a été accordé aux déplacés sur les sites de sinistrés, des bâches, des houes, des bidons, *sheetings*, des savons, des nattes, des casseroles, de friperies, des pagnes, etc.

---

[122] NIMUBONA, J., *Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi,* thèse pour le doctorat en science politique. Université de Pau et des pays de l'Adour, Paris, Presses Universitaires du Septentrion, décembre 1998, p. 46.

[123] NYAMBIKIYE, P., témoignage, avril 2013.

Tableau 3 : Quantité des vivres distribués par le MRRDR

Nature de produits	Unité	Quantité reçue			Total	Qualité distribuée			Total
Riz blanc	kg	1997	1998	1999	-	1997	1998	1999	251800
		-	9050	738000	-	-	9050	242750	
Petit pois	kg	-	2416	-	2416	-	2400	-	2400
Haricot	kg	2062	8500	16000	26562	-	2062	16000	18062
sucre	kg	556	-	-	556	-	556	-	556
sel	kg	2100	-	-	2100	2100	-	-	2100
Huile USA	Boîte	20	111	-	131	-	131	-	131
Farine de maïs	kg		300	-	3000	-	300	-	3000
Haricot	kg	900000	-	-	900000	700000		-	700000
Semences : Maïs	kg	200000	-	-	200000	200000		-	200000

Source : *MRRDR, Plan d'Action Global pour la Réhabilitation des Rapatriés et des Sinistrés Intérieurs 2001-2003*, Bujumbura, octobre 2002.

Ce tableau montre que les quantités reçues étaient immédiatement distribuées. Les disparités observées sont dues pour la plupart à la péremption des produits. D'autres sont le résultat de vol.

Tableau 4 : Quantités de biens matériels distribués

Nature de produit	Unité	Quantités reçues			Total	Quantités distribuées			Total
		1997	1998	1999		1997	1998	1999	
Pagnes	Pièce	1552	640	-	2192	1552	640	-	2192
casseroles	Pièce	706	-	-	706	706	-	-	706
Houes	Pièce	29	1000	-	1029	-	997	13	10010
Nattes	Pièce	12000	10515	10000	32515	2800	19575	10000	32375
Stars	pièce	-		28944	28944	-	-	28944	28944
Savons : Shaza	Pièce	66800	-	-	66800	-	66800	261	66321
Blancs	Pièce	154236	-	-	154236	-	154	-	154236
Phéniqués		72828	-	72828	72828	236	236	-	72828
Bidons vides	Pièce	-	600		600	-	585	12	597
Bâches	Pièce	2	-	-	2	-	-	-	-
Rouleaux de sheetings	Pièce	2	-	-	2	-	-	2	2
Couvertures	Pièce	50000	49610	-	99610	49501	32518	15438	97507
Friperies	Ballons	25	13	18	56	25	13	18	56
Benzoates	Litres	6800	-	-	6800	6800	-	-	6800
Médicaments	Lot	-	-	1	1	-	-	1	1
Papiers hygiéniques	Pièce	14769	-	-	14769	14769	-	-	14769
Serviettes hygiéniques	Pièce	18312	-	-	18312	18312	-	-	18312
Dentifrice	Pièce	14769	-	-	14769	14769	-	-	14769
Carte d'assurance maladie (CAM)	Pièce	55885	16000	-		55885	1600	-	71885

Source : *MRRDR, plan d'Action Global pour la Réhabilitation des Rapatriés et des sinistrés intérieurs 2001-2003*, Bujumbura, octobre 2000

Ce tableau montre les quantités de biens matériels que le Ministère de la Réhabilitation des Rapatriés et des Déplacés intérieurs avait disponibilisées pour tous les déplacés au niveau national. Chaque province avait sa quote-part qui lui revenait et les sinistrés de Kibago, même si nous n'avons pas trouvé des chiffres écrits, nous ont déclaré avoir quelques uns de ces produits de la part du ministère.

« *Toutefois les aides ont été insuffisantes même si la population a continué à vaquer difficilement à ses activités* », a déclaré l'administrateur de l'époque dans son Rapport annuel exercice 2003.

III.6.3. Assistance en soins de santé

L'assistance en soins de santé consistait dans la fourniture de médicaments et de soins ambulatoires. C'était une activité très complexe du fait que le déplacé qui devait bénéficier des soins de santé n'était pas clairement défini. Des tricheries étaient enregistrées dans l'utilisation et la délivrance de l'attestation d'indigence.

III.6.4. Assistance aux élèves indigents

Le matériel scolaire avait été distribué aux élèves qui avaient été victimes des différentes crises qu'avait subies cette région au cours des mois d'avril et mai 2000 et tout le matériel scolaire avait été abîmé.

Tableau 5 : Distribution des aides aux élèves indigents

Ecole	Effectifs des élèves 3ème trimestre	Nombre de cahiers	Nombre de stylos	Bancs-pupitres	Tableaux portatifs
Jimbi	610	3660	1220	146	2
Kigara	311	1866	622	90	4
Mbizi I	441	2646	882	111	2
Kigongo	230	1380	460	58	3
Kibago	364	2184	728	91	4
Kivoga	269	1614	538	68	2
Bukeye	360	2160	538	90	3
Nyakazi	107	642	214	27	4
Bugoro	204	1224	408	51	3
TOTAL	**2896**	**17376**	**5792**	**732**	**72**

Source : Archives communales, *Rapport mensuel, mars 2000.*

Toutes ces écoles avaient été victimes des différentes crises dont la commune avait souffert au cours des mois d'avril et mai 2000.

Néanmoins, cette aide posait un certain nombre de problèmes. D'abord, l'aide distribuée était insuffisante en quantité. Elle était donnée selon la taille de la

famille, mais son caractère irrégulier provoquait souvent des ruptures de stocks. Ensuite, l'aide était incompatible avec les habitudes alimentaires de cette population. Elle était constituée principalement par des grains de maïs, d'huile d'olive, du petit pois, etc. Or, la majorité des habitants de Kibago étaient habitués à manger le haricot cuit avec la pate de manioc ou de maïs, la patate douce, la banane, les légumes, etc. Cette aide ne répondait donc pas aux goûts des bénéficiaires. Elle était également vendue par ces mêmes populations en vue de se procurer le menu qui répondait mieux à leurs goûts. Cette aide était en outre partagée entre les populations bénéficiaires et les bandes rebelles, comme en témoigne cette même population. Bref, l'aide alimentaire a été un cache-misère comme le souligne le docteur Sylvestre Barancira, « *L'aide humanitaire dans ce contexte est une véritable catastrophe à long terme puisqu'elle modifie les habitudes alimentaires des populations tout en réduisant la capacité d'adaptation et leur autonomie socio-économique* » [124].

Enfin, l'aide alimentaire avait sensiblement réduit le sens de créativité et d'initiatives chez les ex-déplacés. « *Le jour de la distribution de l'aide, toutes les activités étaient suspendues et on passait tout le temps sur des fils en attendant la distribution* »[125].

Il apparaît donc clair que l'aide alimentaire au lieu de créer et de stimuler un contexte de mobilisation des ressources propres à inventer des solutions à la crise, elle exerçait souvent des effets négatifs sur les habitudes alimentaires des personnes déplacées. D'autres intervenants ont déployé leurs moyens dans différents domaines.

---

[124] BARANCIRA, S., cité par NTAWUHORAKOMEYE, D., *Effet de l'aide alimentaire prolongée sur la psychologie des personnes déplacées de guerre*, Bujumbura, 2000, p. 35.

[125] BIZOBAKORA, B., témoignage, février 2013.

III.7. Autres formes d'assistance

L'action des projets de développement et organisations non gouvernementales comme PDC/LCP/PNUD, qui avaient encadré les regroupements agricoles de Nyakazi et Jimbi, la CEPEBU et le COPED qui ont construit respectivement 148 et 20 sources d'eau potable ; la Croix-Rouge, l'IRC, PAM, ont également distribué des aides aux sinistrés. L'IRC a construit des latrines aux écoles primaires de Jimbi, Kabanga, Rubimba et Bugoro. GTZ a réhabilité les écoles primaires de Bukeye et Kigongo[126]. Mais ces actions ont été minimes dans la commune, il n'y a pas d'autres projets et ONG qui ont mené leurs activités dans la commune durant la crise.

[126] Archives communales, *Rapport annuel exercice 2004*

CONCLUSION

Au terme de notre travail sur : « **Les conditions socio-économiques dans les camps de déplacés de la commune Kibago (1997-2005)** », il importe de dégager les idées maîtresses de notre réflexion.

Dans le premier chapitre, après avoir présenté brièvement la commune Kibago, nous avons montré que l'évolution socio-économique de ladite commune a été perturbée par la crise qui a secoué notre pays à partir d'octobre 1993.

Néanmoins, nous avons montré à travers le même chapitre, que la crise d'octobre 1993 n'a pas exercé un impact remarquable sur la vie socio-économique de la commune, mais que ses effets n'avaient été sentis qu'à partir de juillet 1996 à la suite de l'embargo imposé par les pays voisins contre le Burundi. Toute la population communale avait souffert de multiples privations causées par cet embargo. L'accès aux services sociaux de base (alimentation, santé, éducation) a été mis à mal par les sanctions. En outre, les rivalités entre les bandes armées et la junte militaire qui prenaient de l'ampleur à partir de 1997 et le climat d'insécurité chronique qui s'en suivit, provoquèrent de nombreux déplacements dans cette commune.

Dans le deuxième chapitre, il était question de montrer l'évolution historique des camps de déplacés en commune de Kibago dans l'objectif de se faire une idée sur le nombre de déplacés locataires des camps de déplacés sur le territoire et les conséquences provoquées par l'emplacement de ces derniers.

Dans le dernier chapitre, nous avons analysé les conditions de vie dans les camps de déplacés. Un site de déplacés est un milieu où s'observent des phénomènes inhabituels et il nous a semblé pertinent d'étudier leurs conditions de vie dans ce nouveau milieu.

L'objectif de notre recherche a été d'étudier les conditions socio-économiques des populations déplacées dans leurs camps, de nous rendre compte de la manière dont les gens s'adaptaient à leur nouveau milieu de vie, mais aussi d'avoir une idée sur les comportements nouveaux qui pouvaient naître du fait d'habiter un camp de déplacés. C'est donc dans cette optique que nous avons

voulu, au cours de cette recherche, analyser les sites des déplacés qui étaient installées dans cette commune.

A travers des témoignages, nous avons constaté que les ex-déplacés vivaient dans des conditions extrêmement dures caractérisées par un habitat très précaire et sans confort. Les conditions de logement étaient loin d'une quelconque situation de confort. Pire encore, elles exerçaient une influence sur le plan social car elles ont engendré indéniablement une gêne pour des parents obligés de partager le même abri, dormir ensemble avec les enfants, les petits enfants, etc. Ainsi, les conditions socio-économiques dans les camps de déplacés de la commune Kibago étaient très précaires et dures. Elles ont constitué une menace contre la vie des communautés

La crise qu'a connue la commune de Kibago a produit beaucoup de catastrophes socio-économiques. Le domaine social avait été très touché par cette crise : le tissu social est déchiré, les bonnes relations qui caractérisaient les familles d'autrefois ont cédé la place à un égocentrisme accru. Les orphelins et les veuves souffrent encore de traumatismes et de mauvaises conditions de vie. Les infrastructures socio-économiques ont été détruites. L'enseignement fut éprouvé par cette crise car beaucoup d'écoles ont fermé leurs portes. Les activités liées à l'élevage, à l'agriculture et au commerce ont été déstabilisées par cette crise. Le domaine sanitaire n'avait pas été non plus épargné. La plupart des centres de santé étaient la cible des attaques rebelles en quête de médicaments. Cette situation avait occasionné la réduction des activités curatives et la désertion des patients de ces centres de santé.

Après la déstabilisation de leurs activités traditionnelles notamment l'agriculture, les ex-déplacés menaient une vie difficile dans leurs camps. Donc, la vie dans les camps était très dure : la famine sévissait dans leurs sites, les déplacés passaient plusieurs jours sans mettre les pieds dans leurs propriétés d'origine d'où ils se fournissaient en vivres.

S'agissant du vécu quotidien, de façon générale, la population qui était éparpillée dans la plupart des sites de Kibago, dépendait de l'aide humanitaire irrégulièrement distribuée. Cette aide humanitaire consacrée aux déplacés ne

suffisait pas car elle n'a pas répondu favorablement à leurs besoins : il s'agissait d'un petit geste de peu d'importance comparativement à la vie d'antan.

Contrairement à ce que un non avisé peut croire, les actions des humanitaires n'arrivaient pas à satisfaire les bénéficiaires. L'aide humanitaire ne correspondait pas aux habitudes des consommateurs. Ceux-ci préféraient la vendre à perte ou l'échanger avec d'autres produits.

Vu les conditions dans lesquelles se trouvent actuellement ces ex-déplacés à cause des cicatrices de cette guerre, l'aide humanitaire devrait être maintenue jusqu' à ce que ces populations retrouvent leur autonomie économique même si elles sont actuellement dans leurs propriétés ; elles sont menacées par une pauvreté extrême. De plus, la crise burundaise avait généré un flot d'indigents qui vivent jusqu'à maintenant presque dans les mêmes conditions que les sinistrés. Malgré ces conditions, parmi les populations interrogées personne n'a la volonté de vivre encore les camps de déplacés étant donné qu'elles comparent cette vie à celle d'une prison. Ainsi, pour ces populations, l'idéal serait d'éviter de créer de nouveaux conflits politico-ethniques afin d'empêcher le retour possible dans les camps où les conditions de vie étaient très déplorables.

En fin de compte, ce travail a été réalisé à partir des témoignages recueillis auprès des ex-déplacés. Il a été enrichi par la lecture des travaux d'autres chercheurs qui ont abouti aux mêmes conclusions : les conditions de vie dans les camps de déplacés constituent une menace contre la vie des communautés. Nous reconnaissons que notre travail n'est pas exhaustif. Nous remercions anticipativement quiconque entreprendra des recherches servant de complément à ce mémoire en étendant l'étude des conditions socio-économiques dans les camps de déplacés qui avaient existé ou qui existent encore dans d'autres régions du pays.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GENERAUX

1. AMIN, S., *Impérialisme et sous développement en Afrique,* Paris, Editions de Minuit, 1976
2. BALANDIER, G., *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*, Paris, PUF, 1971
3. BALENCE, J.M., et la GRANGE, *Les Nouveaux mondes. Rebelles, conflits, terrorisme et contestations*, Paris, Michalon, janvier 2005
4. BERGER, P., et LUCKMANN, T., *La construction sociale de la réalité,* 2ème édition, Paris, Armand Colin, 1966
5. BIRABUZA, A., *Le mal burundais ou l'involution d'une vieille nation,* Bujumbura, Ed. de la renaissance, 1998
6. BONAN-LAUFERD, *Vivre en commun* (trad. de l'anglais), Nederland Ed. Timelife, 1977
7. CHRETIEN, J. P. et alii. *La crise d'août 1988 au Burundi*, Paris, CRA, 1989
8. CHRETIEN, J.P. et MUKURI, M., *Burundi, la fracture identitaire : logique de la violence et certitudes ethniques,* Paris, Karthala, 2002
9. CHRETIEN, J.P.et alii, *Le défi de l'ethnisme au Rwanda et au Burundi (1990-1996),* Paris, Karthala, 1997
10. *Dictionnaire de la terminologie du Droit international*, Paris, Sirey, 1960
11. FREUD, S., *Essais de psychanalyse, au-delà du principe du plaisir psychologique. Collectif et analyse du Moi. Le moi et le ça : considération sur la guerre et la mort*, Paris, Payot, 1980
12. GEORGE, P., *Précis de géographie rurale,* Paris, PUF, 1978
13. GOFFMAN, E., *Asiles. Sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus.* Paris, Minuit, 1968
14. LACHAUX, C., *De l'arme économique*, Paris, 1987
15. Le BON, G., *Premières conséquences de la guerre : la formation mentale des peuples,* Paris, Flammarion, 1920
16. MAFFESOLI, M., *Essais sur la violence banale et fondatrice,* Paris, CNRS, 2009

17.MAYER, R., et QUELLET, T., *Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux,* Québec, MORIN, Gaëtan, 1971

18.MERIGOT, J., et FROMENT, R., *Notions essentielles de Géographie économique,* Tome I, Paris, Ed. Sirey, 1963

19. MICHAUD, Y., *La violence,* Ière Ed., Paris, 1986

20.NIEMEGEERS, M., *Les trois défis du Burundi, décolonisation, démocratie, déchirures,* Paris, l'Harmattan, 1995

21. NIMUBONA, J., *Élections présidentielles du 1er juin 1993 au Burundi : problématique de la légitimation en situation de dynamique,* Bordeaux, octobre 1994

22.REYNTJENS, F., *L'Afrique des grands-lacs en crise : Rwanda- Burundi de 1988-1994,* Paris, Karthala, 1994

23. SANTIAGO, G., *Expéditions vers la violence,* UNESCO, 1991

24.SILLAMY, N., *Dictionnaire encyclopédique de psychologie,* Vol. 2, Paris, Bordas, 1980

II. DOCUMENTS ET AUTRES PUBLICATIONS

1. AMNESTY INTERNATIONAL, *Ouganda : les droits de l'homme en danger,* les Editions francophones d'Amnesty international, septembre 1992

2. Archives cantonales (Kibago), *Rapports administratifs*

3. Archives de la commune Kibago, *Rapports administratifs*

4. Archives de la paroisse Mabanda, *Rapports des communautés ecclésiales de base*

5. Archives de la province Makamba, *Comptabilité des communes de la province de Makamba*

6. Archives du HCR Makamba, *Bureau de Terrain du HCR à Makamba*

7. CICR, *Explorons le Droit Humanitaire ; Modules éducatifs pour adolescent,* Genève, CICR, 2002

8. Collectif des partis d'opposition, *Le génocide d'octobre 1993*, Bujumbura, avril 1993.

9. « *Famille d'aujourd'hui* », *Colloque consacré à la sociologie de la famille,* Bruxelles, 17, 18 et 19 mai 1965, éditions de l'institut de sociologie, 1968
10. FNUAP, *Etude de la situation de la femme sinistrée au Burundi,* Bujumbura, avril 1995
11. HATUNGIMANA, A. et NDAYISHIMIYE, J., *Analyse sur la politique de rapatriement et de réinsertion et de réinstallation des sinistrés ainsi que la problématique de la gestion de terres au Burundi, rapport définitif,* Bujumbura, mars 2003
12. Human Right Watch, *Les Civils Pris pour Cible, une guerre par personnes interposées au Burundi,* New York, Washington, Londres, Bruxelles, 2001
13. *Le Renouveau du Burundi n° 4879 du 1er février 1997*
14. *Le Renouveau du Burundi n° 4909 du 23 janvier 1998*
15. NGAYIMPENDA, E., « *Crise socio-politique et destruction des ménages du Burundi* », *in Cahier démographique du Burundi, n° 13,* Bujumbura, février 1999
16. NIYONDIKO, D., « *Module de formation sur la gestion des rumeurs* », Search for Common Ground, Bujumbura, 2006
17. OCHA, *Enquête sur les populations déplacées au Burundi 2005,* Bujumbura, 2005
18. OCHA, *Principes directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leurs propres pays,* New York, 1999
19. PNUD, *Les effets de la crise socio-économique sur l'environnement au Burundi,* Bujumbura, 1996
20. République du Burundi, *Conseil Economique et Social, synthèse du Rapport, étude et analyse des problèmes de développement,* Bujumbura, décembre 1990
21. République du Burundi, MRRDR, *Plan d'Action global pour la Réhabilitation des Rapatriés et des Sinistrés intérieurs 2001-2003,* Bujumbura, octobre 2000
22. République du Burundi, MRRDR, *stratégie nationale de réinsertion des personnes sinistrées,* Bujumbura, septembre 2002

23. UNICEF-BURUNDI, « *Vaincre la pauvreté humaine* », *Rapport du PNUD sur la pauvreté,* Bujumbura, UNICEF, 1998

III. MEMOIRES ET THESES

1. BARANDAGIYE, J., *Le réfugié au Burundi et l'aide alimentaire lui consacrée,* mémoire, Ecole de journalisme, Bujumbura, 1983

2. BIKORIMANA, A. *Impact des conditions sociales des camps de déplacés sur la propagation du VIH/SIDA chez les femmes déplacées : camps des quartiers III et IV dans la zone de Ngagara,* mémoire, U.B, FPSE, Bujumbura, 1996

3. BUKURU, G., *Etude des problèmes psychosociaux rencontrés par les déplacés dans leurs sites : cas du site de Gatumba,* mémoire, U.B, FPSE, Bujumbura, 1998

4. IGABANEZA, E., *De la campagne à la ville, le quartier refuge de Kiyange à Bujumbura,* mémoire, U.B, FLSH, Bujumbura, 2001

5. MANUMA, A., *Etude de l'impact des conditions socio-économiques des déplacés sur la scolarisation de leurs enfants (enquête menée auprès des parents de site de déplacés de Kanyosha, zone Musaga en mairie de Bujumbura),* mémoire, U.B, FPSE, Bujumbura, 1999

6. MUJAMBERE, A., *Mémoire d'une population déplacée : le cas du site du chef-lieu de la commune Busoni,* mémoire, U.B, FLSH, Bujumbura, 2003

7. NDAYIZEYE, D., *La crise d'octobre 1993 et ses conséquences en commune de Mbuye (1993-1996),* mémoire, U.B, FLSH, Bujumbura, 2001

8. NIMUBONA, J., *Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi, thèse pour le Doctorat en science politique.* Université de Pau et des pays de l'Adour, Paris, Presses Universitaires du Septentrion, décembre 1998

9. NZOHABONAYO, B., *Rébellion et population au Burundi : Etude menée dans la commune de Murwi et de Buganda en province de Cibitoke 1990-2005,* mémoire, U.B., FLSH, Bujumbura, 2011

10. NTAWUHORAKOMEYE, D., *Effet de l'aide alimentaire prolongée sur la psychologie des déplacés de guerre. Etude menée en Mairie de Bujumbura dans les camps des personnes déplacées de Carama,* mémoire, U.B, FPSE, Bujumbura, 2000

11. RUTIKANGA, I., *La crise d'octobre 1993 : comportement de la population de la commune de Busoni,* mémoire U.B., FLSH, Bujumbura, 1996

IV. LISTE DES INFORMATEURS

Nom et prénom	Age	Fonction	Date	Origine
Bangendako Arthémon	40 ans	Cultivateur	Avril 2013	Nyarubanga
Batwenga	67 ans	Commerçant	Mars 2013	Kiyange
Biryumugumyi Gervais	59 ans	Cultivateur	Mars 2013	Nyarubanga
Bizobakora Boniface	42 ans	Cultivateur	Février 2013	Nyarubanga
Bucmi Léonard	50 ans	Cultivateur	Mars 2013	Nyarubanga
Busago	42 ans	Commerçant	Mai 2013	Jimbi
Gasirimu Léonidas	69 ans	Cultivateur	Avril 2013	Kibago
Hakizimana Carton	54 ans	Secrétaire communal	Mai 2013	Kibago
Harimenshi	52 ans	Cultivateur	Mars 2013	Jimbi
Irakoze Caritas	37 ans	Administrateur	Mai 2013	Kibago
Jinyura	43 ans	Enseignant	Avril 2013	Mbizi
Abbé Kagajo serges	75 ans	Curé de la paroisse Mabanda	Mars 2013	Mabanda
Karenzo Salomon	40 ans	Infirmier	Février 2013	Kivoga
Kaziri philippe	62 ans	Cultivateur	Avril 2013	Nyarubanga
Madamu spécieuse	64 ans	Cultivatrice	Décembre 2012	Migongo
Manirabona Frédéric	39 ans	Commerçant	Mars 2013	Migongo
Masake	74 ans	Cultivateur	Avril 2013	Migongo
Minani Serges	52 ans	Cultivateur	Février 2013	Nyarubanga
Mukasa Emmanuel	41 ans	Cultivateur	Janvier 2013	Jimbi
Munega Rénovât	63 ans	Commerçant	Mars 2013	Kabanga
Musananikiye	74 ans	Cultivateur	Mars 2013	Nyakazi
Ndikumana Domitien	28 ans	Cultivateur	Avril 2013	Jimbi
Ndikumana Gilbert	47 ans	Commerçant	Avril 2013	Kiyange
Ndikumana Isidore	53 ans	Cultivateur	Mars 2013	Migongo
Ndikuriyo janvier	49 ans	Cultivateur	Janvier 2013	Nyarubanga
Ngenzirabona Eliphaz	68 ans	Cultivateur	Février 2013	Nyakazi
Nibayisenge Vilgile	39 ans	Catéchiste	Avril 2013	Kabanga
Nijimbere Gisèle	32 ans	Agronome communale	Mai 2013	Jimbi
Niyokindi Marie Claire	28 ans	Enseignante	Février 2013	Murambi
Niyongere chantal	36 ans	Cultivatrice	Avril 2013	Jimbi
Niyonizigiye Albert	42 ans	Agronome	Janvier 2013	Nyarubanga

Niyonizigiye Mélanie	38 ans	Cultivatrice	Avril 2013	Muhagaze
Niyonzima côme	41 ans	Enseignant	Avril 2013	Mbizi
Niyonzima Déo	46ans	Ex-administrateur	Avril 2013	Jimbi
Niyonzima Marie	33 ans	Cultivatrice	Avril 2013	Muhagaze
Niyungeko Wenceslas	46 ans	Enseignant	Janvier 2013	Kiyange
Nizigama Agnès	55 ans	Cultivatrice	Janvier 2013	Nyarubanga
Nkengurukiyimana Albin	27 ans	Policier	Mars 2013	Nyakazi
Nyabenda Abraham	38 ans	Commerçant	Mars 2013	Migongo
Nyambikiye Patrice	74 ans	Cultivateur	Avril 2013	Jimbi
Rwigema	50 ans	Vétérinaire	Mars 2013	Bukeye
Sabimana Sabine	48 ans	Cultivatrice	Février 2013	Murambi
Sindakira	66 ans	Cultivatuer	Décembre 2012	Kibago
Sindayigaya	63 ans	Cultivateur	Avril 2013	Muhagaze
Siniremera Daphrose	36 ans	Cultivatrice	Avril 2013	Mbizi
Yoboka Joël	67 ans	Cultivateur	Février	Bukeye

ANNEXES

GUIDE D'ENTRETIEN EN KIRUNDI

INTANGAMARARA

Mupfasoni/Mushingantahe, jewe ndi umunyeshure wo muri kaminuza y'uburundi mugisata cigisha indimi n'imibano. Imbere y'ukurangiza ivyirwa,dutegerezwa kwerekana igikorwa kijanye n'ivyirwa twaronse. Natoye rero gukora kuvyerekeye ingene abateshejwe izabo babaho mu buhungiro mu makambi y'impunzi muri Komine ya Kibago.

Kubera yuko ivyo muza kumbarira bizongirira akamaro kanini, nitwaje impapuro muja kwisunga mukunyishura. Ndabijeje rero ko ata wundi n'umwe azomenya na kimwe cobatera isoni canke ngo muhave mugira ivyo mwibikiye.

GUIDE D'ENTRETIEN (EN FRANÇAIS)

Introduction

Madame/ Monsieur, je suis étudiant à l'Université du Burundi, Faculté des Lettres et Sciences Humaines. Avant de terminer nos études, nous devons présenter un travail scientifique sur un sujet en rapport avec la formation reçue. J'ai alors choisi de travailler sur les conditions socio-économiques dans les camps de déplacés de la commune Kibago.

Etant donné que ce que vous allez me dire me sera d'une grande utilité, je me suis muni de ces copies dont vous allez compléter. Je vous promets alors que personne n'aura aucune poursuite judiciaire sur toute chose qu'il va répondre. Je vous demande donc de ne pas être discret et de répondre à n'importe quelle question.

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

I. Identification du sujet

a) Nom et prénom :.....
Izina n'amataziro :.....
b) Lieu d'origine :.....
Aho yaje ava :.....
c) Age :.....
Imyaka : .....
d) Fonction :.....
Umwuga :.....

1. Abanyagihugu bari babanye gute mw'i komine yanyu imbere y'amagume yo mu 1993?
   - Quelles relations existaient entre les différentes composantes sociales de votre commune avant la crise ?
2. Umutekano wari wifashe gute ?
   - Quel était l'état sécuritaire à cette même période ?
3. Comment la population de votre commune a-t-il accueilli la mort du président Melchior Ndadaye ?
   - Mwakiriye gute urupfu rw'umukuru w'igihugu Ndadaye ?
4. Quelle a été la réaction de la population face à la mort du président Ndadaye ?
   - Mwifashe gute inyuma y'urupfu rwa prezida Ndadaye ?
5. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi la commune de Kibago a été le terrain des affrontements entre les militaires et les rebelles ?
   - Mwoshobora kudusigurira igituma komine Kibago yabaye urubuga rw'imirwano hagati y'ingabo n'abarwanyi ?
6. Quelle a été la réaction des militaires pendant les affrontements ? Et celle des rebelles ?
   - Ingabo z'igihugu zavyifashe mwo gute? Abarwanyi n'abo?

7. Quelle a été votre impression envoyant l'installation des déplacés dans les camps de déplacés ?
8. Tous les habitants de la commune étaient-ils regroupés dans les camps de déplacés ?
9. Pourquoi un tel regroupement ?
   - Kubera iki iryo yegeranywa ?
10. Le comportement des déplacés étaient-il bien ou mauvais ?
    - Inyifato y'abateshejwe izabo yari nziza canke mbi ?
11. Comment appréciez-vous les conséquences occasionnées par la présence de ces sinistrés ?
    - Mwabonye gute ingaruka zatewe n'abo bateshejwe izabo ?
12. Pourriez-vous nous dire comment vous avez fui ?
    - Woshobora kutwiganira ingene mwahunze ?
    - Où-êtes-vous installés?
    - Mbega mwashikiye he ?
13. Quelles sont les mesures d'accompagnement qu'avez-vous prises pour soutenir les déplacés ?
    - Ni izihe ngingo mwafashe mugufata mu mugongo abateshejwe izabo?
14. Comment était la cohabitation en camps de déplacés ?

a) Bonne ☐ Pas bonne ☐

b) Comment étiez-vous logés ?

c) - Quelles sont les maladies qui vous ont menacés ?

- Comment vous soigniez-vous
- Mubuhingiro mwari mubaye ho gute?

a) Neza ☐ Nabi ☐

b) Mwaryama gute?

c) - Ingwara zikaze zabafashe ni izahe?

- Mwivuza gute?

15. Concernant votre vie en camps de déplacés

a) Quelle était votre vie quotidienne?

b) Aviez-vous combien d'enfants ?

Comment étiez-vous parvenus à les supporter ?

- Ivyerekeye uko mwabaho mw'ikambi

a) Kumunsi kumunsi mwabaho gute?

b) - Wari ufise abana bangahe ?

- Wababesheje ho gute?

16. Concernant l'aide humanitaire

- Ivyerekeye imfashanyo

a) Etaient-elles évidentes ?

- Zaraboneka?

b) Etaient-elles suffisantes?

- Zari zikwiye?

c) Qui les distribuaient?

- Zatangwa na bande?

17. Quelles étaient les composantes de l'aide alimentaire ?

Imfungurwa mwaronk zari zigizwe n'iki ?

Merci !

Murakoze !